



18 ANS DE GOUVERNANCE MILITANTE

au service de la
santé et des droits
des minorités
sexuelles en Afrique



Sommaire

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

PRÉAMBULE – Quelques repères conceptuels sur la bonne gouvernance associative

1. INTRODUCTION

2. CONTEXTE ET HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU RÉSEAU AGCS PLUS

2.1 De la mobilisation militante à la construction progressive d'un cadre de gouvernance

2.1.1 Naissance du réseau AfricaGay : 2007-2008

2.1.2 Le lancement officiel du réseau AfricaGay sur la scène internationale

2.1.3 L'émergence d'une gouvernance associative : les premières instances

2.1.4 Les motivations initiales d'adhésion au réseau AfricaGay

2.1.5 Changement de nom en 2009 : « AfricaGay contre le sida »

2.1.6 Vers une structuration progressive de la gouvernance du réseau (2011 - 2017)

2.2 Début de l'autonomisation du réseau (2015-2016)

2.2.1 Les instances de la gouvernance du réseau (2015 - 2023)

2.2.2 L'émergence d'un leadership charismatique et inspirant

2.2.3 Intégration du réseau AfricaGay contre le sida dans le réseau Coalition PLUS

2.2.4 De « AfricaGay contre le sida » à « Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les Droits (AGCS) »

2.2.5 D'AGCS à AGCS PLUS : vers une formalisation progressive du réseau

3. Spécificités et principaux leviers du réseau AGCS PLUS

3.1 Ce qui fait la singularité d'AGCS PLUS

3.2 Principaux leviers

3.2.1 Des parrainages structurels successifs

3.2.2 Stratégies mobilisées par le réseau AGCS PLUS pour la structuration de sa gouvernance et de son pouvoir d'agir

3.2.3 Leviers structurants pour la gouvernance

4. FREINS, DÉFIS ET DIFFICULTÉS

5. SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS RETENUS DE LA DÉMARCHE DE CAPITALISATION SUR LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU AGCS PLUS

6. RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES ET PERSPECTIVES

7. CONCLUSION

Références bibliographiques sur la gouvernance associative

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Créé en 2007 dans un environnement hostile, AGCS PLUS est un réseau communautaire pan-africain qui, en 18 ans, est passé d'un mouvement informel à un acteur régional influent, fort de son ancrage communautaire et de son engagement militant.

Cette capitalisation¹ intervient à un moment charnière de son histoire, marqué par un processus de structuration et de professionnalisation de sa gouvernance visant à renforcer son autonomie organisationnelle.

Entre février 2024 et mars 2025, ce processus de réflexion collective a permis d'analyser les enjeux de la gouvernance et son rôle de levier stratégique pour assurer la pérennité du réseau, inspirer la confiance des bailleurs, consolider sa légitimité et accroître l'impact de ses actions.

Le réseau évolue aujourd'hui dans un contexte de défis majeurs : accès limité aux financements, montée des législations discriminatoires et répressives à l'égard des minorités sexuelles et de genre, intensification des LGBT+phobies et rétrécissement de l'espace civique.

Sans prétendre à l'exhaustivité, cette capitalisation retrace l'histoire, la structuration et les dynamiques internes du réseau, tout en mettant en lumière ses atouts, ses spécificités, les défis à relever et les pistes d'amélioration pour l'avenir.

18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique. 18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique. 18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique

18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique. 18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique. 18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique



1 La collecte et l'analyse des données pour ce processus de capitalisation sur la gouvernance du réseau AGCS PLUS ont mobilisé des méthodes de recherche qualitative : analyse documentaire, observation participante lors de la Réunion des présidents d'AGCS PLUS et des réunions du Groupe technique (Cotonou, Bénin, 5-8 juin 2024), entretiens semi-directifs, individuels et collectifs (7 entretiens individuels et 1 entretien collectif avec les membres du Groupe technique), et analyse thématique de contenu. Contributeurs : Dr Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali), Dr Anoma Camille (Espace Confiance, Côte d'Ivoire), Cissé Hamed Ismaël (REVS PLUS, Burkina Faso), Emmanuel Cook (Coalition PLUS, ancien co-coordonnateur du réseau AGCS PLUS/AfricaGay), Axel Akpaka (BESYP, Bénin), Franck Amani (Coordonnateur AGCS PLUS), Kevin Amba Evina (Affirmative Action, Cameroun), Avit Bertrand (Ruban Rouge, Côte d'Ivoire), Cheick Hamala Sidibé (ARCAD Santé PLUS, Mali). Ce processus a été accompagné par Cristina Iova, responsable du Pôle Capitalisation - Direction Communication et Collecte de Coalition PLUS, avec l'appui de Victor Vozian, chargé de mission du même pôle, entre février et juin 2024.

PRÉAMBULE

QUELQUES REPÈRES CONCEPTUELS SUR LA BONNE GOUVERNANCE ASSOCIATIVE

Avant de présenter les résultats de cette capitalisation sur la gouvernance du réseau AGCS PLUS, il nous paraît utile de rappeler les repères conceptuels retenus. L'objectif n'est pas de « théoriser » la gouvernance, mais de proposer un cadre minimal pour comprendre les enjeux d'une bonne gouvernance associative : assurer la pérennité et le bon fonctionnement d'une organisation ou d'un réseau, renforcer sa capacité à mobiliser des fonds et à gagner la confiance des donateurs, et garantir un impact durable de ses actions.

Pour élaborer ce cadre, une phase de cadrage a été menée en amont de la collecte des données afin de cerner les attentes des représentants du réseau AGCS PLUS et de définir le périmètre du processus de capitalisation (enjeux, objectifs, axes et angles spécifiques d'analyse, etc.). Sur cette base, une grille d'analyse a été élaborée à partir de définitions de la gouvernance et de repères issus de la littérature sur la gouvernance associative. Elle a ensuite été enrichie et adaptée grâce aux entretiens menés avec les contributeurs à ce processus de capitalisation. Cette grille repose sur quelques définitions de référence et sur neuf dimensions clés, identifiées comme constitutives d'une bonne gouvernance associative.

Nous présentons tout d'abord les définitions de la gouvernance, de la bonne gouvernance et du leadership, retenues pour leur pertinence au regard des enjeux et des réflexions soulevés par cette capitalisation, suivies d'un tableau résumant les neuf dimensions.

« La **gouvernance** consiste en l'ensemble des mécanismes permettant un alignement du fonctionnement de l'organisation sur les objectifs et les valeurs du projet associatif. »²

« La **gouvernance** désigne les règles et les processus qui définissent de quelle manière les acteurs concernés participent à la **concertation**, la **délibération** et la **prise de décision** qui orientent les actions d'une structure. La **gouvernance** traite de la question de l'**exercice et du partage du pouvoir** comme du **partage des responsabilités**. S'interroger sur la **démocratie interne** de sa structure et sur les **bonnes manières de s'organiser pour faire vivre son projet collectif**. »³

[...] une **bonne gouvernance** est un élément décisif pour gagner la confiance des donateurs et assurer une **gestion efficace** pour une ONG. »⁴

« Les **principes de bonne gouvernance** comme l'ensemble des règles permettant à une organisation de fonctionner **durablement** conformément à son objet, et en toute **transparence**, vis-à-vis de son environnement direct, qu'il s'agisse des membres, des usagers, des clients, le cas échéant, ou encore des donateurs. »

LES INGRÉDIENTS DE LA BONNE GOUVERNANCE

Structures et dispositifs

- Séparation claire des pouvoirs
- Projet associatif clair (vision - mission -- valeurs)
- Plan stratégique partagé
- Organisation interne formalisée
- Transparence

Leadership & culture

- Leadership éthique et visionnaire
- Culture organisationnelle
- Participation équitable & engagement des membres

Conformité & intégrité

- Gouvernance indépendante
- Intégrité
- Respect et conformité aux obligations légales (locales, nationales et internationales)

Fondements de la bonne gouvernance

- Politiques et procédures appropriées
- Valeurs & principes partagés
- Fonctionnement basé sur les principes, et non uniquement sur les règles

« Lorsque le **leadership** et la **gouvernance** fonctionnent en synergie, ils créent un environnement solide pour atteindre les objectifs organisationnels. Le **leadership** influence par le charisme et la vision ; la **gouvernance** exerce un contrôle par des politiques et des procédures. Le **leadership** vise à inspirer et motiver autour d'une vision, la **gouvernance** vise à assurer la conformité et la responsabilité. »⁵

18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique.

18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique



2 Laville, J.-L. (2012). Entretien. La Vie associative, n°17, mars 2012, p. 9

3 La Fonda, Le Mouvement associatif Rhône-Alpes & Région Rhône-Alpes. (2015, septembre). Gouvernance et engagements associatifs : enjeux et leviers pour agir. <https://www.fonda.asso.fr>

4 Mabanza, D. (2015). La gouvernance d'un organisme à but non lucratif est-elle susceptible de motiver des donateurs potentiels à le financer ?

Étude de cas et recommandations : Fondation Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi) [Travail de Bachelor, Haute École de Gestion de Genève]. CORE. <https://core.ac.uk/download/pdf/43670882.pdf>

5 Source : <https://ucsiso.com/leadership-vs-governance/#:~:text=Focus%3A%20Leadership%20is%20centered%20on,structures%20and%20policies>

Dimensions clés de la gouvernance et de la bonne gouvernance

Quelques repères adaptés au contexte du réseau AGCS PLUS pour décrire ces dimensions

Le choix du mode de gouvernance constitue un arbitrage permanent pour les associations, qui doivent trouver un modèle en adéquation avec leurs objectifs et leurs valeurs (leur projet associatif). Les modèles les plus répandus restent :

La gouvernance traditionnelle (ou pyramidale) est le modèle le plus fréquent. La structure est alors organisée de manière hiérarchique, avec l'assemblée générale (AG) au sommet, suivie du conseil d'administration (CA) et du bureau exécutif. Il est souvent observé que la prise de décision repose sur un modèle pyramidal, **jugé inadapté aux réalités du terrain** et aux nouvelles attentes des bénévoles et des salariés.

La gouvernance participative cherche à impliquer davantage les membres et les bénévoles dans la prise de décision, favorisant ainsi l'intelligence collective.

La gouvernance agile met l'accent sur la flexibilité, l'adaptabilité et la réactivité pour répondre aux changements et aux besoins du terrain.

La gouvernance informelle et en réseau (par exemple, AGCS PLUS) s'observe dans des organisations comme les associations militantes ou les réseaux qui privilégient un fonctionnement horizontal, sans hiérarchie, et accordent une grande autonomie aux collectifs locaux. Ce modèle est plus collaboratif et implique une approche partenariale dans laquelle les dirigeants et les différentes parties prenantes (bénévoles, salariés, etc.) travaillent ensemble. La prise de décision y est souvent basée sur la recherche du consensus. Le principe dominant est souvent « c'est celui qui dit qui fait ».

On distingue trois autres formes de gouvernance associative, selon les parties prenantes dominantes et la manière dont le pouvoir s'exerce :

La gouvernance professionnalisée repose sur un pilotage assuré par le conseil d'administration, avec un contrôle renforcé de l'exécutif et une influence importante des financeurs et des partenaires institutionnels.

La gouvernance militante (par exemple, AGCS PLUS) est avant tout portée par des membres engagés qui privilégient l'égalité, la mobilisation collective et la cohérence avec la cause défendue.

La gouvernance resserrée, quant à elle, se caractérise par un leadership très concentré autour d'un président ou d'une petite équipe, avec une organisation fragile et une faible capacité de renouvellement.

1. Mode(s) de gouvernance

Quelques repères adaptés au contexte du réseau AGCS PLUS pour décrire ces dimensions

2. Structure et fonctionnement

Répartition claire des rôles et des responsabilités, fonctionnement clairement défini et effectif, statuts précisant les organes, les rôles et les responsabilités.

3. Identité, légitimité et vision stratégique

Affirmation de l'identité collective (valeurs, ancrage), définition partagée de la vision, de la mission des valeurs et des objectifs, élaboration participative et révision participative du projet associatif et du plan stratégique.

4. Prise de décision, démocratie interne et transparence

Modalités formalisées de décision (vote, consensus...), transparence dans les décisions, communication régulière sur les activités, projets et résultats auprès des parties prenantes internes et externes.

5. Représentation, équité et inclusion

Représentation équilibrée des territoires et tailles d'organisations, participation inclusive, équité dans les processus décisionnels (prise en compte des voix des petites structures, rotation des mandats).

6. Leadership

Pour grandir et rester performante, une organisation a besoin d'un leadership fort et structurant, qu'il soit individuel ou collectif. Son rôle est d'inspirer, de donner une direction claire et de mobiliser les énergies autour de la mission commune. Un bon leadership crée un climat de confiance, favorise la participation de toutes et tous, et veille à ce que chaque membre se sente reconnu et impliqué, quelle que soit sa taille ou sa localisation.

7. Relations avec l'environnement externe

Partenariats formalisés (contrats, conventions) avec les acteurs externes (bailleurs, ONG, institutions, etc.), bonne dynamique partenariale.

8. Apprentissage, adaptation et amélioration continue

Capacité à s'adapter aux changements de contexte, renforcement des compétences et culture de l'amélioration continue (formations, échanges, capitalisation des expériences, partage de bonnes pratiques et de leçons apprises, évaluations externes et/ou auto-évaluations régulières et participatives).

9. Éthique, gestion des risques et redevabilité

Définition de codes de conduite ou autres dispositifs éthiques (chartes, etc.) ancrés dans des valeurs partagées pour guider les comportements organisationnels, promotion des droits humains dans les relations de travail, transparence et intégrité, gestion des risques, gestion rigoureuse et transparente des ressources financières, procédures claires de suivi budgétaire, communication régulière sur la situation financière auprès des instances et partenaires, audits réguliers.

1. INTRODUCTION

“ Partout dans le monde [...] les minorités sexuelles et de genre continuent d'être confrontées à de redoutables défis en matière d'inclusion, et ces défis sont fondés sur la stigmatisation, la discrimination et, trop souvent, la violence.⁶

“ La discrimination à l'égard des minorités sexuelles et de genre déteint fortement sur leur bien-être, sur leurs résultats en matière de développement et sur leur capacité à participer aux possibilités économiques. [...] Les premières mesures essentielles à prendre pour assurer un développement inclusif sont de répertorier et de comprendre les lois et politiques discriminatoires qui contribuent à l'exclusion sociale et économique.⁷

Selon le rapport 2024 de la Banque mondiale sur l'égalité des chances pour les minorités sexuelles et de genre (MSG), 55 % des 64 pays analysés⁸ criminalisent des comportements ou des expressions liés à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre et aux caractéristiques sexuelles. Cette situation « entrave le développement économique en empêchant la participation des minorités sexuelles et de genre à la vie de leurs communautés et en limitant leur contribution à la société ». Dans ces pays, où vivent environ 1,3 milliard de personnes, des législations discriminatoires et criminalisantes limitent fortement l'accès des MSG à des droits fondamentaux, tels que la santé, l'éducation, l'emploi ou la protection sociale.

Des progrès sont toutefois observés grâce à l'adoption de politiques favorisant l'inclusion et protégeant contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, ainsi que sur les caractéristiques sexuelles.

⁹Dans ce sens, la **stratégie du Fonds mondial pour la période 2023-2028¹⁰** place ainsi les populations clés, les plus vulnérables au VIH, dont les MSG, au centre de ses priorités. Le département **Community, Rights and Gender (CRG)** du Fonds mondial traduit cette volonté sur le terrain en mettant en œuvre un programme visant à lever les barrières à l'atteinte des objectifs de mettre fin au sida d'ici 2030.¹¹

Dans ce contexte, le réseau **Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les Droits (AGCS PLUS)¹²** milite, depuis sa création en 2007, pour l'accès à des services de santé de qualité pour les populations clés appartenant à des minorités sexuelles et de genre - notamment les gays et les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) - et pour promouvoir et protéger leurs droits.

Depuis 2018, AGCS PLUS est membre de Coalition PLUS¹³, en tant que réseau thématique panafricain francophone dédié à la protection et au respect des droits des MSG. Aujourd'hui, ce réseau couvre 12 pays¹⁴ et fédère 21 associations identitaires et de lutte contre le sida en Afrique du Nord, de l'Ouest, du Centre et de l'Est.

Vision¹⁵

AGCS PLUS aspire à un monde où toutes les personnes, indépendamment de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou de leur statut social, jouissent pleinement de leurs droits humains et ont accès à des services de santé inclusifs, de qualité et sans discrimination.

Missions

Objectifs

Promouvoir les droits humains

Défendre les droits des minorités sexuelles et de genre (MSG) en Afrique francophone.

Lutter contre les lois et politiques criminalisant l'homosexualité et les identités de genre diverses.

Renforcer l'accès aux services de santé

Améliorer l'accès des populations clés aux services de prévention et de soins en matière de VIH/SIDA, de santé sexuelle et reproductive, et de santé mentale. Réduire les barrières structurelles entravant l'accès aux soins, notamment la stigmatisation et la discrimination.

Plaidoyer et mobilisation communautaire

Conduire des campagnes de plaidoyer aux niveaux national et international pour influencer les politiques publiques. Renforcer les capacités des organisations locales à défendre les droits des communautés.

Travailler à améliorer l'environnement social et politique en faveur des droits des minorités sexuelles et de genre.

Contribuer à l'amélioration de la santé et droit de la santé reproductive des minorités sexuelles et de genre.

Réduire l'influence des mouvements anti-droits et anti-genre avec une approche décolonisée.

Recherche et production de données probantes

Documenter les violations des droits humains et les inégalités d'accès aux soins. Produire des études et des rapports pour éclairer les décideurs et les partenaires.

Renforcement des capacités et autonomisation des communautés

Former et accompagner les organisations communautaires pour une réponse efficace aux défis des populations clés. Encourager l'autonomisation des activistes et des leaders communautaires.

6 Source : <https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099011525182013151>

7 Cortez, C. J., & Braunmiller, J. C.. Banque mondiale. (2024). Égalité des chances pour les minorités sexuelles et de genre 2024 : Résumé analytique. Source : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099011525182013151/pdf/P178620-e3642255-ff7d-4bf7-a3b0-1d4624eb2ef6.pdf>

8 Dont 13 d'Afrique subsaharienne et 8 du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

9 Cortez, C. J., & Braunmiller, J. C.. Banque mondiale. (2024). Égalité des chances pour les minorités sexuelles et de genre 2024 : Résumé analytique. Source : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099011525182013151/pdf/P178620-e3642255-ff7d-4bf7-a3b0-1d4624eb2ef6.pdf>

10 Source : <https://shorturl.at/ReA1C>

11 Enama, J. P., & Amani, F. A. (2024, 30 septembre). De nouveaux protocoles de sécurité disponibles pour les minorités sexuelles et de genre en Afrique francophone. Aidspan. <https://aidspan.org/Blog/view/31540/de-nouveaux-protocoles-de-securite-disponibles-pour-les-minorites-sexuelles-et-de-genre-en-afrigue-francophone>

12 Site web : <https://agcspplus.com/>

13 Site web : <https://www.coalitionplus.org/>

14 Le réseau AGCS PLUS regroupe les organisations suivantes : AIDES Sénégal, Prudence et Yeewu Yeete au Sénégal ; Arcad Santé Plus au Mali ; REVS+, AAS et ALAVI au Burkina Faso ; Renaissance Santé Bouaké (RSB), Espace Confiance et Ruban Rouge en Côte d'Ivoire ; Espoir Vie Togo (EVT) au Togo ; l'Association de Lutte Contre le Sida (ALCS) au Maroc ; Bénin Synergie Plus (Besyp) au Bénin ; Alternatives Cameroun, Affirmative Action, Humanity First et Colibri au Cameroun ; l'Association Nationale de Soutien aux Séropositifs et malades du Sida (ANSS-Santé PLUS) au Burundi ; l'Association de Protection Contre le Sida (APCS) en Algérie ; l'Association Tunisienne de Lutte contre les Maladies Sexuellement Transmissibles et le Sida (ATL MST sida) en Tunisie ; et Afrique Arc En Ciel en Guinée Conakry.

15 Site web : <https://agcspplus.com/>

2. CONTEXTE ET HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU RÉSEAU AGCS PLU

2.1 De la mobilisation militante à la construction progressive d'un cadre de gouvernance

2.1.1 Naissance du réseau AfricaGay : 2007-2010

Selon les témoignages recueillis et l'analyse documentaire, AGCS PLUS trouve son origine dans une série de rencontres régionales initiées à **Ouagadougou en 2007, puis à Bamako en 2008**. Celles-ci ont réuni des acteurs de terrain engagés dans la lutte contre le VIH auprès des populations cibles, en particulier les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) avec le **soutien et l'appui stratégique et financier de ONG francaises AIDES¹⁶ et Sidaction¹⁷**.

Les **dynamiques clés** à l'origine de la **création réseau**, identifiées au cours de cette démarche capitalisation :

#1 - La situation des HSH en Afrique : invisibilisation dans les politiques publiques de santé, insécurité critique liée à la discrimination et à la stigmatisation

Entre 2006 et 2009, la situation épidémiologique des HSH en Afrique subsaharienne commence à être officiellement reconnue dans certains rapports et études internationales. Cette reconnaissance marque le début d'une prise de conscience progressive face à une épidémie déjà présente mais longtemps restée invisible dans les politiques publiques de santé. Cette invisibilisation structurelle de l'« épidémie cachée » a eu pour conséquence un accès très limité aux services de santé pour les HSH, ainsi qu'une absence durable de programmes de prévention adaptés à leurs besoins.

En 2007, selon les estimations de l'ONUSIDA « 33,2 millions [30,6-36,1 millions] le nombre de personnes vivaient avec le VIH dans le monde [...] dont 68 %, en Afrique subsaharienne où sont produits plus de 76 % de tous les décès dus au sida. [...] Le même rapport précise que « **de nombreuses régions du monde, les HSH présentent des taux de prévalence du VIH significativement plus élevés que la population générale** ». Des études menées en Amérique latine, en Asie et en Afrique subsaharienne indiquent des taux de prévalence variant de 5 % à plus de 25 % parmi les HSH, souvent en l'absence de programmes de prévention ciblés. »¹⁸

de Une revue scientifique publiée en 2014 confirme cette tendance pour la période 2006-2009 :

« La prévalence du VIH parmi les HSH dans les populations enquêtées varie d'environ 14 % à Kampala (Ouganda) à 17 % dans les populations enquêtées au Botswana, au Malawi, en Namibie et au Nigéria, et peut atteindre jusqu'à 50 % des HSH à Johannesburg (Afrique du Sud). **stigmatisation et la criminalisation des HSH** dans l'Afrique subsaharienne ont limité la disponibilité de données fiables sur la prévalence du VIH, et peu de programmes de prévention ou de traitement ciblent cette population clé à haut risque (Fettig et al., 2014).¹⁹

À ce contexte épidémiologique s'ajoutent la stigmatisation, les discriminations, les représailles policières et d'autres formes de violence, autres de facteurs qui ont conduit à la création du réseau communautaire AGCS PLUS.

Lors de la XV^e conférence ICASA, organisée en décembre 2008 à Dakar (Sénégal) et consacrée à la prise en compte des minorités sexuelles dans la prévention et les soins liés au VIH, un événement marquant survient :

Tous les acteurs de la lutte contre le VIH présents à la XVème conférence d'ICASA en décembre 2008 à Dakar (Sénégal) se souviennent encore de l'arrestation, quelques semaines après la conférence, de 9 HSH à Dakar et de leur condamnation à 8 ans de prison pour « actes impudiques et contre nature et association de malfaiteurs ». Leur unique tort était d'être HSH et de d'avoir assisté à la conférence, qui, paradoxalement, était axée sur la prise en compte des minorités sexuelles dans la prévention et les soins liés au VIH. Sous la pression de la France et des institutions internationales, ces personnes ont finalement été relâchées trois mois plus tard.²⁰

Cet épisode déclenche une mobilisation renforcée. La même année, une rencontre est organisée à Bamako, qui devient le lieu pivot où se décide la création d'un réseau dénommé « Afri-
caGay » (devenu plus tard AGCS PI IIS).

#2- Un besoin d'affirmation identitaire et politique des jeunes gay et HSH en Afrique francophone

Dès ses débuts, le **réseau AfricaGay** était envisagé par ses fondateurs comme un « outil de plaidoyer » et d'affirmation identitaire, destiné à porter la voix des minorités sexuelles dans un espace militant créé pour répondre à leurs besoins spécifiques. À l'époque, peu d'ONG africaines pouvaient s'engager ouvertement sur ces enjeux, jugés sensibles dans leurs contextes nationaux.

Une autre rencontre, l'atelier de Ouagadougou était une opportunité qui correspondait à un besoin [...] c'est-à-dire : on a des jeunes aujourd'hui gays un peu partout dans nos files actives... qui demandaient l'expression, l'estime de soi, l'affirmation de soi ... qu'ils soient mieux organisés. C'est là l'idée de créer un réseau [...] de donner un visage [africain] à l'homosexualité. [...] Il y avait la volonté au Sud de dire : nous aussi, il faut qu'on nous entende [...]

Dr. Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

#3 - Une volonté d'auto-structuration communautaire et de convergence stratégique Nord-Sud pour créer un espace militant des HSH en Afrique francophone

En 2007, plusieurs réseaux et organisations communautaires francophones et anglophones de lutte contre le VIH/sida existaient en Afrique : le **réseau Afrique 2000**, lancé en 1997 par AIDES afin de renforcer les capacités des associations africaines et de structurer leur action; le **réseau AfriCASO**,²¹ anglophone, panafricain créé en 1991 et basé à Dakar, qui regroupait des ONG communautaires engagées dans la riposte au VIH/sida, ainsi que plusieurs associations et réseaux communautaires dans plusieurs pays d'Afrique agissant plutôt au niveau national. Néanmoins, ces structures étaient souvent peu connectées entre elles et leurs actions étaient localisées. Par ailleurs, les ONG du Nord menaient le plaidoyer international et assuraient la gestion des financements.

Dans ce contexte, la création du **réseau AfricaGay** en 2007-2008 marque un tournant politique. Certaines ONG du Nord, comme AIDES et Sidaction, amorcent un « **passage de témoin** » stratégique afin de transférer le leadership, le plaidoyer et le pouvoir d'agir aux acteurs communautaires africains eux-mêmes.

C'est dans la convergence de ces dynamiques – **un contexte épidémiologique marqué par l'invisibilisation et la violence envers les HSH, un besoin d'affirmation identitaire et politique des jeunes gays et HSH en Afrique francophone, et une volonté d'auto-structuration communautaire associée à une transmission stratégique du leadership du Nord vers le Sud** – que s'inscrit la création du **réseau AfricaGay**.

Il y avait la volonté au Sud de dire : nous aussi, il faut qu'on nous entende. [...] C'est cette convergence entre la volonté de AIDES et de Sidaction de passer le témoin et celle des jeunes gays africains à s'affirmer.

Dr. Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

16 <https://www.aides.org>

17 <https://www.sidaction.org>

18 Source : ONUSIDA. (2007). Le point sur l'épidémie de sida : rapport spécial sur la prévention du VIH - décembre 2007 (ONUSIDA/07.27.JC1322F). https://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/2007_epiupdate_fr_0.pdf

19 Traduction en français - Fettig J, Swaminathan M, Murrill CS, Kaplan JE. Global epidemiology of HIV. Infect Dis Clin North Am. 20 Sep;28(3):323-37. doi: 10.1016/j.idc.2014.05.001. PMID: 25151559; PMCID: PMC4724434. Lien : <https://PMC4724434/pdf/nihms-752053.pdf>

20 Guiard-Schmid, J.-B., Némandé, S., & Drabo, Y. J. (Éds.). (2012). Module 1 : Comprendre et travailler avec les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes : Pour une prévention combinée et une prise en charge globale des IST et du VIH (Version 1.0). Réseau Africain des Formations sur le VIH (RAF-VIH). <https://raf-vih.net/component/contact/12-contacts/1-raf-vih.html>

“ [...] Peut-être notre plus grand succès est-il la création d'un réseau africain d'organisations soutenant les HSH, appelé AfricaGay contre sida. Aujourd'hui, j'ai l'honneur de coordonner ce réseau. C'est un exemple d'autodétermination des communautés africaines.

(Extrait de discours – Yves Yomb, IAS 2017)

2.1.2 Le lancement officiel du réseau AfricaGay sur la scène internationale

La XVIIIe Conférence internationale sur le sida, organisée à Mexico en août 2008, a marqué un tournant pour la visibilité du réseau AfricaGay, avec son lancement officiel sur la scène internationale. Cet événement a permis d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur la situation des gays et des HSH en Afrique francophone. Depuis, cette mobilisation et les efforts de visibilité du réseau se sont poursuivis et intensifiés lors des grandes conférences internationales telles que l'IAS, l'ICASA ou l'AFRAVIH. Chaque année depuis lors, la voix des HSH francophones se fait entendre lors de conférences de presse, sur des stands, lors d'interventions en séances plénaires de clôture, de symposiums et d'activités de réseautage, etc.

“ Le lancement de AfricaGay s'est fait [...] à Mexico, et c'était un moment extrêmement fort, extrêmement puissant, et extrêmement courageux où peu de personnes se sont affichées. Yves Yomb [fondateur et coordinateur du réseau AGCS] disait, on ne va pas laisser mourir les gays dans les hôpitaux. Il y a eu des prises de parole très fortes [...]. C'était un moment très impressionnant, les gens pleuraient.

Emmanuel Cook (Coalition PLUS, ancien co-coordonnateur du réseau AGCS PLUS / AfricaGay)

2.1.3 L'émergence d'une gouvernance associative : les premières instances

“ En 2007, 2008, [...] c'était un réseau informel. Il n'y avait pas de structuration, pas de document de reconnaissance officielle.

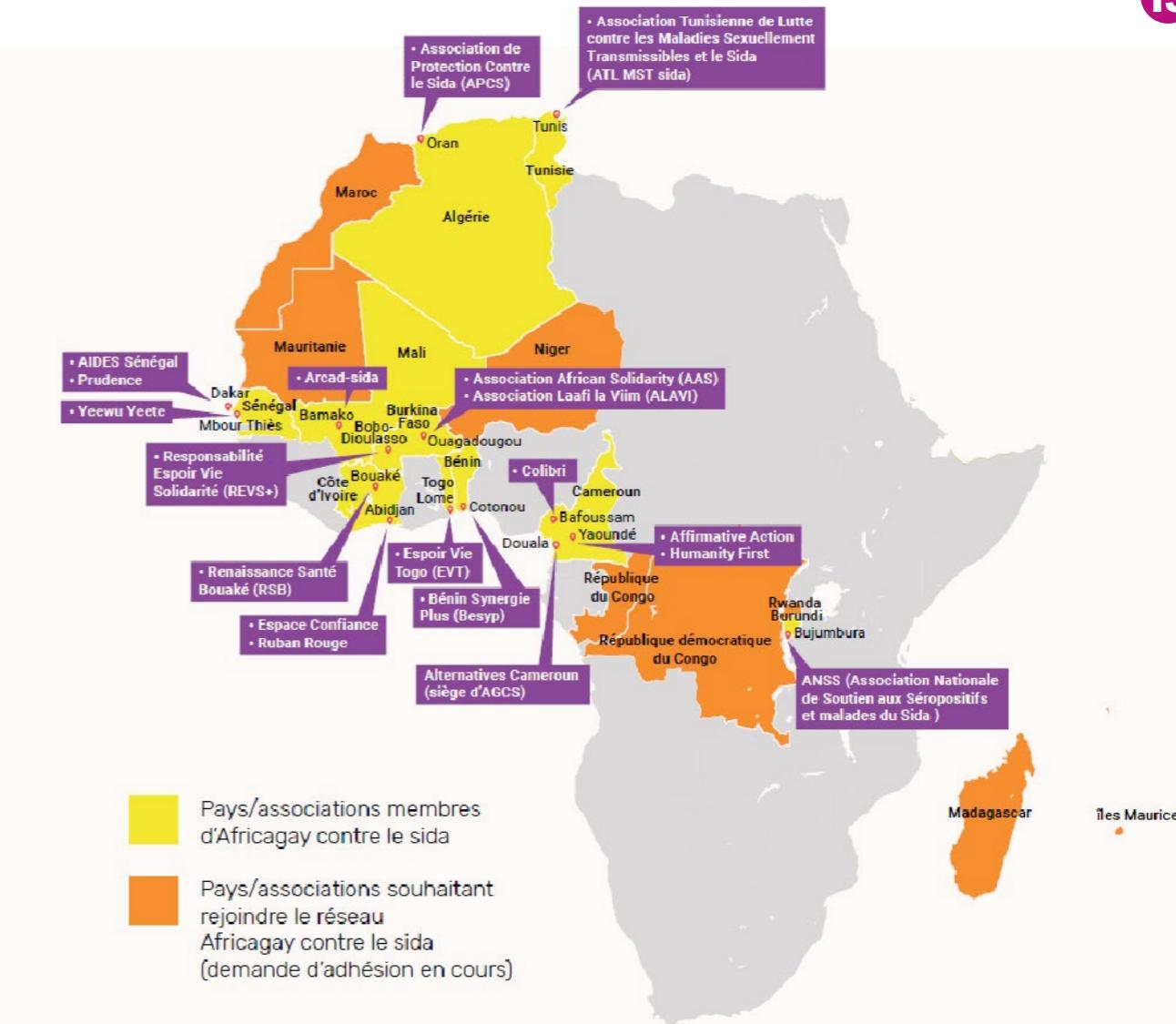
Dr. Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

À ses débuts, le réseau **AfricaGay** n'avait ni structure formelle ni reconnaissance officielle, mais il fédérait déjà des associations identitaires et de lutte contre le sida, unies par la volonté de faire entendre une voix africaine en faveur de la santé, des droits et de la dignité des minorités sexuelles et de genre.

En 2007-2008, le réseau couvrait 10 pays et regroupait 19 associations LGBT et de lutte contre le sida (LCS) en Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre.

Dès le départ, **AfricaGay** visait à renforcer la visibilité, la coordination et l'impact des actions en faveur des communautés HSH/LGBT dans la région avec pour principaux objectifs de :

- Porter les besoins des personnes HSH sur la scène internationale, tant en matière de santé que de droits humains ;
- Favoriser les liens entre les associations de lutte contre le sida et les ONG identitaires ;
- Promouvoir l'émergence et la représentation des leaders HSH/LGBT ;
- Être force de proposition pour améliorer la couverture et la qualité des services de santé à fort impact, conçus avec et pour les communautés HSH en Afrique francophone.



Carte du réseau 2007- 2017

2.1.4 Les motivations initiales d'adhésion au réseau AfricaGay

Parmi les motivations initiales des adhérents à rejoindre le **réseau AfricaGay**, identifiées à travers des témoignages recueillis lors de cette démarche de capitalisation, on note principalement :

1. Pour les **associations et réseaux identitaires** : un besoin **d'information spécialisée, d'apprentissage mutuel et de partage d'expériences inspirantes...**

“ Au Bénin, il n'y avait vraiment pas d'information spécifique ou de réseau dédié aux questions et à la thématique des minorités de sexe et de genre. C'était donc l'occasion d'en apprendre davantage et de m'inspirer des expériences des autres pour mieux orienter et organiser les actions que nous menions dans le temps. Je me suis demandé ce que je pouvais apporter de plus à la lutte, et comment tirer le meilleur parti de cette nouvelle appartenance pour organiser le mouvement au Bénin et vraiment impacter les communautés cibles.

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

... ainsi qu'un **besoin de formations spécifiques** pour renforcer leurs capacités et développer leurs propres associations et/ou réseaux.

18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique. 18 ans de gouvernance militante au service de la santé et des droits des minorités sexuelles en Afrique

2. Pour les **associations communautaires de lutte contre le sida** comme ARCAD Santé PLUS (Mali) et Espace Confiance (Côte d'Ivoire), par exemple : un **besoin de mieux organiser et adapter leur offre de services aux populations clés**, confrontées à une forte prévalence du VIH :

“ La file active des personnes vivant avec le VIH [...] montrait une prévalence très élevée parmi les populations clés.

Dr. Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

... ainsi qu'un **alignement sur les valeurs et les principes** promus par leurs organisations, en lien avec le respect des droits humains et la lutte contre le VIH/sida. Cela prolonge naturellement une logique d'action déjà présente, en cohérence avec l'histoire militante des associations membres et sans rupture avec leur ADN communautaire et inclusif. Cette continuité s'est aussi traduite par un soutien à la création d'associations identitaires au niveau national, comme le rappelle Espace Confiance.

“ Même si le premier palier c'est le droit à la santé, on ne peut pas être absent de ce mouvement. Et ce que je dois dire aussi c'est qu'Espace Confiance a été à l'origine de la création de la très grande majorité des associations identitaires, même ici en Côte d'Ivoire. Alors nous, on est très fiers de dire que la société, elle est faite [également] de minorités sexuelles. Toutes les causes qui touchent les minorités sexuelles nous interpellent, donc et on ne peut pas être absent. Ce n'est pas nécessaire de porter une étiquette [identitaire] pour défendre les droits. Ce fut donc tout à fait naturel pour nous de rejoindre ce réseau.

Dr. Anoma Camille (Espace Confiance, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PLUS)

2.1.5 Changement de nom en 2009 : « AfricaGay contre le sida »



Les réflexions menées après la réunion communautaire de Bamako (Mali) - marquée par des violences policières, comparables à celles observées lors de la conférence ICASA à Dakar en 2008 - ainsi que les constats faits sur le terrain, ont conduit à la décision de changer le nom du réseau en « **AfricaGay contre le sida** ».

Ce point d'infexion reflète une démarche stratégique de la part des membres du réseau **AfricaGay** : plutôt que de se retirer face aux risques de prises d'otages, de violences de la part des autorités ou de la population, de blocage des activités (manifestations, plaidoyers, projets communautaires), le collectif choisit d'assumer cette exposition et de lui donner une identité politique. « **AfricaGay contre le sida** » devient alors une **déclaration militante ancrée dans une logique de santé publique**.

L'année 2009 marque également l'adoption **d'une charte**,²² **formalisant les principes et les valeurs incarnés par les membres du réseau**. Toutefois, certaines associations fondatrices refusent de la signer, redoutant les conséquences politiques et sécuritaires qu'une visibilité trop marquée de leur engagement auprès d'un réseau au nom jugé trop risqué pourrait entraîner. Ces craintes concernaient notamment l'entrave potentielle aux actions communautaires, en particulier les activités de sensibilisation et de prévention du VIH sur le terrain.

Il est important de noter que, durant cette même période, les réflexions autour de la dénomination du réseau étaient étroitement liées à d'autres débats stratégiques, notamment sur l'approche à privilégier – centrée sur le VIH/sida ou sur les droits humains – ainsi que sur le profil de leadership à adopter.

À cette période, la **gouvernance du réseau était essentiellement militante**, ancrée dans la défense des droits, et moins tournée vers la formalisation ou la structuration de son fonctionnement. Le réseau était perçu avant tout « comme un moyen de faire progresser une cause et d'agir différemment »²³, mais aussi de « porter un message visant [...] à légitimer une parole collective et à la structurer par des dispositifs de collecte d'information, d'échanges et de débats »²⁴. Ce mode de gouvernance, à la fois en réseau et militante, plaçait la participation et l'engagement au cœur de la légitimité des actions, tout en s'appuyant sur l'expertise acquise sur le terrain.

2.1.6 Vers une structuration progressive de la gouvernance du réseau (2011 - 2017)

Le réseau « **AfricaGay contre le sida** » poursuit progressivement la structuration de sa gouvernance afin de renforcer sa coordination, son fonctionnement et sa représentativité.

En 2011, un **Groupe restreint** est mis en place pour assurer la coordination stratégique du réseau. Composé de huit membres répartis en deux collèges – **le collège « Président » et le collège « Expert terrain »** –, il a pour principales missions d'identifier les besoins des associations membres afin d'améliorer la prise en charge des HSH et de favoriser leur implication dans la rédaction et le dépôt de projets, ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan annuel d'actions de plaidoyer du réseau.

À cette période, la gouvernance du réseau était structurée autour de plusieurs instances :

- La **Réunion des présidents** : espace central de décision stratégique (équivalent de l'Assemblée générale) qui se tient une fois par an et réunit les présidents des associations membres, avec la participation ponctuelle de AIDES et Sidaction, afin de définir les grandes orientations du réseau.

La règle « **une association = une voix** » garantit l'égalité entre les grandes associations de lutte contre le sida (LCS) et les petites structures identitaires, souvent moteurs du militantisme. Ce fonctionnement ancre une culture de gouvernance largement horizontale et équitable, renforcée plus tard par le modèle de gouvernance de Coalition PLUS.

- Le **Groupe restreint** : se réunit deux fois par an pour assurer le suivi opérationnel entre les Réunions des présidents.
- Les **référents thématiques** : nommés pour un mandat de deux ans, ils apportent leur expertise dans des domaines tels que la santé, le plaidoyer ou les droits humains.
- Un **porte-parolat “à deux têtes”** – politique et technique –, élu pour deux ans, assure la représentation politique du réseau ainsi que sa visibilité et sa légitimité auprès des partenaires institutionnels et communautaires.



22 Source : document de présentation de l'activité d'AfricaGay (AGCS PLUS) réalisé par Emmanuel Cook, co-coordonnateur du réseau - CA de Coalition PLUS, 2017. La Charte d'AfricaGay a été officiellement présentée lors de la conférence de l'IAS à Vienne en 2010.

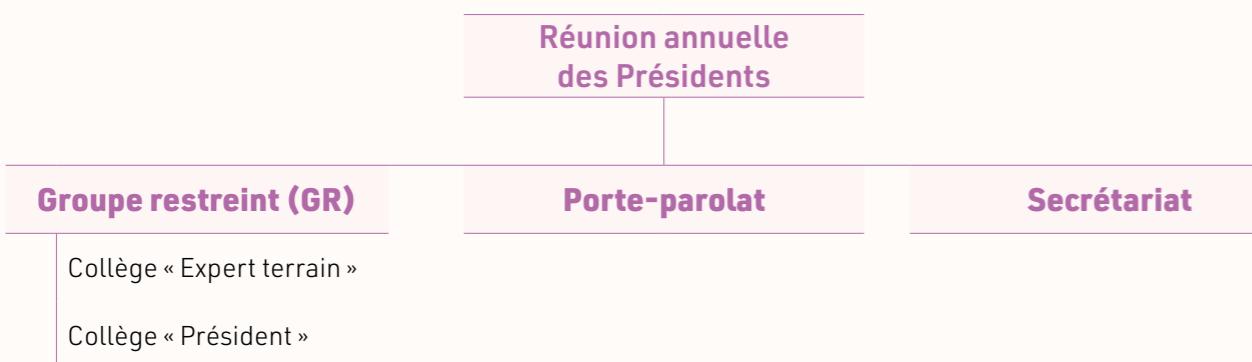
23 Mouvement associatif (2012). La Vie associative, n°17. Lien : https://lemouvementassociatif.org/wp-content/uploads/2016/07/lva_17.pdf

24 Idem 24.

- **Secrétariat / Coordination :** à cette période le pilotage du réseau est assuré par un partage externe, avec une petite équipe technique basée au siège de AIDES (secteur international).
- Une **co-coordination Nord-Sud** se met progressivement en place, dans une **logique transfert des responsabilités vers le Sud**, en cohérence avec la vision et les principes fondateurs du réseau.



Organigramme du réseau 2011- 2012



25 Source : Laforgerie, J.-F. (2025, 3 février). La lutte contre le VIH en Afrique : impensé colonial ou vision décoloniale avant l'heure ? Aides, 34(1), 1-20. <https://www.aides.org/actualite/lactu-remaires-40-ans-aides-3>

25 Source : Laforgerie, J.-F. (2025, 3 fevrier). La lutte contre les déchets plastiques. <https://www.aides.org/actualite/lactu-remaides-40-ans-aides>

2.2 Début de l'autonomisation du réseau (2015-2016)

2.2.1 Les instances de la gouvernance du réseau (2015 - 2023)

- Durant la période 2015-2016 et jusqu'en 2023, la gouvernance du réseau reposait sur plusieurs instances aux rôles complémentaires couvrant les niveaux :

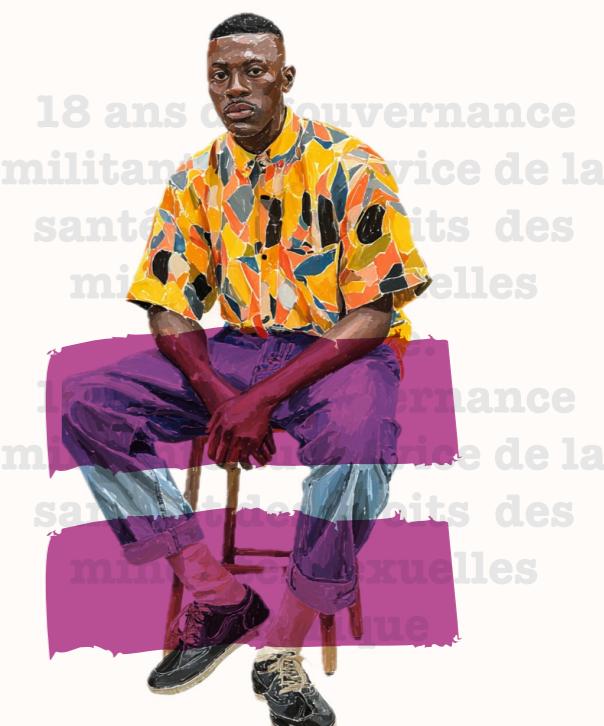
- **Stratégique** : définit la vision, la mission et les priorités du réseau ; oriente les décisions politiques majeures ainsi que l'investissement et l'allocation des ressources.
 - **Tactique** : planifie les actions nécessaires à la mise en œuvre des décisions politiques et adapte les priorités en fonction du contexte et des événements ;
 - **Opérationnel** : assure la mise en œuvre efficace des décisions et le respect des objectifs fixés ; optimise l'usage des ressources dans le cadre fixé par les niveaux stratégique et tactiques.

C'était lors d'une réunion des présidents en Tunisie qu'on a décidé de mettre en place une coordination pour le réseau. Il fallait aussi trouver un lieu pour héberger cette coordination. **Alternatives Cameroun** s'est portée volontaire pour accueillir le siège. Il y avait aussi une autre organisation intéressée, donc on a procédé à un vote. Finalement, c'est **Alternatives Cameroun** qui a été retenue pour porter le réseau à ce moment-là.

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLESS)

À cette époque, le réseau comptait 21 associations issues de 12 pays d'Afrique francophone (il est passé de 19 à 21 membres). La vision du réseau était déjà clairement établie :

« La vision [...] était celle d'un réseau fort et autonome, plus ancré en Afrique, avec une responsabilité accrue des associations africaines LGBT, avant-gardiste sur la prévention combinée et jouissant d'une forte visibilité et reconnaissance internationales. »²⁶



Principales instances (2015- 2023) :

- **Organe stratégique de décision** : la **Réunion des présidents**, chargée de définir les grandes orientations et de valider les stratégies d'intervention.
- **Organe stratégique** : le **Groupe restreint**, élu en février 2016, renouvelant la légitimité politique des représentants et renforçant la planification stratégique ainsi que le pilotage du réseau.
- **Organe technique** : le **Groupe technique**, composé de huit membres des associations, chargé de traduire les décisions en actions concrètes pour atteindre les objectifs du réseau.
- **Organe d'exécution/opérationnel** : la **Coordination/Secrétariat**, dont l'équipe met en œuvre les décisions et les projets.
- **Organe d'appui** : les **Points focaux communication/plaidoyer**, relais au sein des associations membres pour remonter l'information et assurer la visibilité du réseau à travers leurs structures.
- **Procédure de prise de décision** : vote à la majorité et recherche du consensus.

2.2.2 L'émergence d'un leadership charismatique et inspirant

En janvier 2016, Yves Yomb, alors porte-parole terrain du réseau, est recruté au poste de coordinateur par un comité de sélection. Il prend ses nouvelles fonctions en février au siège d'Alternatives Cameroun, qui devient alors la structure porteuse du réseau. Cet événement marque à la fois le passage à une coordination assurée depuis le Sud et l'émergence d'un leadership charismatique et inspirant.

“ Yves Yomb, qui était déjà membre du réseau depuis plusieurs années, a été recruté et est devenu coordonnateur.

Le réseau, c'était d'abord le visage de Yves Yomb... et les pionniers, les premiers militants. Il y avait vraiment beaucoup d'enthousiasme.

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

« Le parcours de militant de Yves Yomb commence en 2006 dans son pays d'origine pendant une campagne médiatique virulente, qui prend pour cible les gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes. M. Yomb décide alors de fonder avec d'autres personnes Alternative Cameroun, une des premières organisations défendant les droits humains en Afrique occidentale et centrale et plaidant pour la tolérance et l'inclusion sociale. »²⁷



“ Yves Yomb était une figure emblématique. Il savait trouver des arguments qui ne laissaient personne dans l'indifférence. Je me souviens de son intervention en 2018 [...]. Il avait plaidé pour le respect des droits humains en faisant preuve de la même ténacité que chez lui au Cameroun. Il avançait argument sur argument pour augmenter l'aide apportée à la société civile.

Hélène Badini, conseillère senior de soutien aux communautés régionales de l'ONUSIDA.²⁸

À cette période, le **réseau amorce une mise en cohérence entre la vision portée par une gouvernance stratégique, toujours militante, mais de plus en plus professionnalisée, et son mode de fonctionnement**. Cette évolution s'appuie sur la structuration d'une équipe dédiée au sein d'Alternatives Cameroun, chargée de la mise en œuvre du plan d'action et du soutien logistique.

Entre 2016 et 2017, la coordination du **réseau Africagay** contre le sida était encore assurée par un binôme Nord-Sud.²⁹ Cette formule de co-coordination visait à assurer la transition depuis le soutien initial de AIDES vers une coordination Sud plus autonome. Il s'agissait à ce stade de renforcer la capacité collective du réseau à se structurer et à se doter de bases institutionnelles solides afin de devenir un acteur associatif pleinement autonome et reconnu.

Des activités concrètes ont été réalisées durant cette période de professionnalisation progressive : l'écriture de la première version des statuts, la mise en place de projets et l'élaboration d'un premier plan stratégique. Ces initiatives marquent des avancées importantes vers la formalisation et la construction d'une autonomie institutionnelle et financière pour le réseau. Cette dynamique a posé les bases d'une gouvernance professionnelle tout en consolidant l'ADN militant et communautaire qui caractérise le réseau depuis ses débuts.

“ [...] si l'on veut déposer un projet, il faut des statuts. [...] On a passé un temps fou à monter des projets et à travailler sur l'écriture des statuts. Et donc, parmi les choses qu'on a faites avec Yves, on a déposé pas mal de projets. Nous avons également commencé à produire des documents et à formaliser le réseau. Par exemple, il n'y avait pas de plan stratégique.

Emmanuel Cook (Coalition PLUS, ancien co-coordonnateur du réseau AGCS PLUS / Africagay)

²⁷ ONUSIDA. (2020, 17 juin). Hommage au militant des droits humains Yves Yomb. Source : https://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/featurestories/2020/june/20200617_yves-yomb

²⁸ ONUSIDA. (17 juin 2020). Hommage au militant des droits humains Yves Yomb. Source : https://www.unaids.org/fr/resources/presscentre/featurestories/2020/june/20200617_yves-yomb

²⁹ Binôme Nord-Sud - Alternatives Cameroun (Yves Yomb) et AIDES France (Emmanuel Cook)



Le premier plan stratégique du réseau pour la période 2016-2020, marque un moment important de la structuration du réseau, témoignant de la volonté de sortir de l'informel pour répondre aux exigences formelles de reconnaissance, de coordination et de financement.

Axes stratégiques AGCS 2016-2020	Actions prioritaires
1. Autonomisation du réseau AGCS a acquis une autonomie financière et une bonne gouvernance d'ici à 2020	Recherche de financement (le réseau est en capacité de mobiliser des fonds pour assurer la réalisation de son plan stratégique et les ressources humaines afférentes) Animation et gouvernance : création et expérimentation de nouvelles instances et modes de fonctionnement. Structuration et formalisation du réseau (élaboration et révision des documents de référence) Reconnaissance : visibilité et communication
2. Échange, mutualisation, capitalisation et promotion des bonnes pratiques Le réseau est reconnu comme un réseau en capacité de mobiliser l'expertise communautaire d'actions en direction des HSH/MARPS	Amélioration de l'appropriation par les membres des recommandations internationales et des nouvelles stratégies de santé Valorisation d'expertise communautaire / création d'un pool d'experts Exercice d'une veille éthique sur le droit et la représentation des HSH dans la recherche
3. Amélioration de l'accès des MSM aux services de prévention et de PEC AGCS est un acteur incontournable dans la mise en œuvre des actions à haut impact sur l'épidémie en termes de services de prévention et de prise en charge	Assurer la disponibilité continue du kit de prévention Assurer l'appropriation et la mise en œuvre au sein des partenaires des nouvelles stratégies de santé Reconnaissance de l'expertise communautaire en santé
4. Défense et promotion des DH et lutte contre les discriminations et stigmatisation AGCS accompagne ses membres dans les actions de plaidoyer visant à l'accès des HSH/MSM aux droits humains	Amélioration de la connaissance de leurs droits aux HSH et accès aux structures juridiques Dénonciation et documentation des violations des droits humains Favoriser la réinsertion sociale des HSH victimes de rejets

2.2.3 Intégration du réseau AfricaGay contre le sida dans le réseau Coalition PLUS

En 2014, Coalition PLUS met en place un dispositif innovant de coopération régionale, les « Plateformes géographiques », destiné à renforcer la place des associations communautaires dans les réponses nationales, régionales et internationales. Ces six plateformes couvrent le Maghreb, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et de l'Est, l'Océan Indien, les Amériques-Caraïbes et l'Europe, et mènent principalement des actions de renforcement des capacités, de plaidoyer et de recherche communautaire.

En 2016-2017, Coalition PLUS complète ce dispositif en créant les « Réseaux thématiques ». Cette évolution offre une opportunité stratégique au **réseau AfricaGay contre le sida** qui peut alors s'appuyer sur un cadre institutionnel plus solide et sur une légitimité renforcée, en particulier autour de la thématique HSH mise en avant par Coalition PLUS.

« La thématique HSH était vraiment une opportunité. [...] AfricaGay en l'intégrant dans ce réseau thématique va bénéficier de la couverture de Coalition PLUS en tant que parapluie... »

Dr. Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

Durant la même période, le réseau AfricaGay contre le sida commence à préparer son intégration à Coalition PLUS. Cette intégration était envisagée comme une protection juridique (« parapluie ») dans un contexte de discrimination et de stigmatisation à l'encontre des communautés LGBT, mais aussi comme un levier pour assurer une organisation interne plus stable, renforcer les capacités grâce aux programmes et projets de Coalition PLUS et bénéficier d'un soutien logistique et financier plus structuré. Par ailleurs, à cette époque, le réseau AfricaGay contre le sida, n'ayant pas de statut légal formel, ne pouvait pas signer de conventions ou d'accords de financements.

Le dispositif de gouvernance envisagé à travers cette intégration, présenté dans une note au CA de Coalition PLUS (Benin, 2017) reposait sur plusieurs piliers : la relocalisation progressive de la gestion financière et, à terme, de la coordination au bureau Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) de Coalition PLUS à Dakar ; le maintien transitoire du secrétariat à Alternatives Cameroun pour préserver la continuité du lien communautaire ; un appui méthodologique et stratégique de Coalition PLUS Afrique (CPA) pour le plaidoyer, l'organisation des instances et la structuration du réseau ; et un accompagnement vers sa formalisation juridique et reconnaissance institutionnelle.

Cette note soulignait également la valeur ajoutée d'AGCS PLUS pour Coalition PLUS : d'une part, **sa capacité à produire des données communautaires stratégiques** sur les HSH grâce à des partenariats de recherche (notamment l'étude CohMSM-PrEP,³⁰ menée entre 2017 et 2021, qui a démontré l'efficacité de la PrEP quotidienne dans cette population); d'autre part, **son rôle stratégique dans les dynamiques décentralisées de plaidoyer de la CPA**, en lien avec le plaidoyer en lien avec la défense des droits humains et des populations clés.

Le CA du Bénin décide que le réseau AfricaGay contre le sida deviendra **membre-réseau thématique** de Coalition PLUS à partir de 2018.



30 Laurent, C., Yaya, I., Cuer, B., Sagaon-Teyssier, L., Mensah, E., Dah, T. T. E., Coulibaly, A., Kouamé, M. J., Peytavin, G., Serrano, L., Eubanks, A., Traoré, I., Diallo, F., Riegel, L., Rojas Castro, D., Dagnra, C. A., Anoma, C., Vuylsteke, B., Dembélé Keita, B., & Spire, B. (2023). Human immunodeficiency virus seroconversion among men who have sex with men who use event-driven or daily oral pre-exposure prophylaxis (CohMSM-PrEP): A multi-country demonstration study from West Africa. *Clinical Infectious Diseases*, 77(4), 606-614. <https://doi.org/10.1093/cid/ciad221>
L'étude CohMSM-PrEP (2017-2021), menée par le groupe de recherche CohMSM-PrEP en collaboration avec plusieurs membres du réseau – ARCAD Santé PLUS (Mali), REVS+ (Burkina Faso), Espoir Vie Togo, Aconda-VS et Espace Confiance (Côte d'Ivoire) – avec le soutien de Coalition PLUS, a suivi 647 HSH séronégatifs à haut risque dans quatre cliniques communautaires. L'étude a révélé une incidence du VIH de 2,4 pour 100 personnes-anées avec la PrEP à la demande, contre 0,6 avec la PrEP quotidienne, et une meilleure adhésion à cette dernière (75 % contre 44 %). Ces données confirment à la fois l'incidence élevée dans cette population et l'efficacité encourageante de la PrEP orale, surtout en usage quotidien.

2.2.4 De « AfricaGay contre le sida » à « Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les Droits (AGCS) »



En 2017, en plein processus de préparation de son intégration à Coalition PLUS, le réseau AfricaGay contre le sida change une deuxième fois de nom. Né d'un compromis stratégique et pragmatique, le nouveau nom – « Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les Droits » (AGCS) – se veut plus neutre et inclusif. L'objectif était à la fois de poursuivre l'affirmation identitaire du réseau et d'améliorer sa capacité d'action sur le terrain.

« On ne peut pas être AfricaGay contre le sida, il faut changer le nom pour qu'au niveau des différents pays, tout ne soit pas pris en otage. Si on ne change pas le nom, les gens ne peuvent pas faire d'activité sur le terrain. [...] quand tu donnes un récépissé à quelqu'un pour l'autorisation d'organiser une manifestation, c'est la population qui se révolte contre toi. C'est le constat que l'on a fait. C'est là qu'est intervenue l'Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les Droits (AGCS). »

Dr. Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

2.2.5 D'AGCS à AGCS PLUS : vers une formalisation progressive du réseau



En 2018, lors de la réunion des présidents à Cotonou, le réseau a changé de nom pour la troisième fois, passant de AGCS à AGCS PLUS. Ce changement officialise son intégration à Coalition PLUS, tout en affirmant son autonomie et en marquant le début d'une nouvelle phase, plus stratégique, de son identité.

À partir de mars 2020, AGCS PLUS, déjà marqué par le décès d'Yves Yomb, son leader charismatique et figure centrale de la coordination, doit également faire face à la pandémie de COVID-19. Ce contexte particulier amène le réseau à repenser son organisation. Lors de la Réunion des présidents, il est décidé de renforcer le bureau exécutif afin de mieux répartir les responsabilités et de sécuriser la gestion.

« C'est après le décès d'Yves qu'on a essayé de redonner vie à AGCS PLUS parce que c'était devenu le chaos total. On n'avait plus accès aux données, aux informations essentielles. Il a fallu tout rechercher pour pouvoir repartir sur de nouvelles bases. Lors de la réunion des présidents qui a suivi, on a pris la décision de renforcer le bureau exécutif, pour que tout ne repose plus sur une seule personne. On a donc recruté d'abord Franck, puis le chargé du plaidoyer, et ensuite le chargé de communication. »

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

Cette réorganisation s'accompagne du recrutement de nouvelles compétences clés (plaidoyer et communication), dans une logique de relance structurée et collective. Cette période de crise agit ainsi comme un catalyseur, accélérant la transition vers un **modèle de gouvernance plus professionnel et plus résilient face aux différents aléas**.

Le recrutement de Franck Amani comme coordinateur, préparé par Yves avant son décès, s'inscrit dans cette dynamique, marquant une succession naturelle et non conflictuelle. Il ouvre un nouveau cycle d'évolution vers la maturité organisationnelle et la pérennisation du leadership communautaire. Le secrétariat du réseau reste installé à Dakar, au sein du bureau Afrique de Coalition PLUS.

Malgré ces défis, AGCS PLUS fédère en 2020, 21 associations identitaires et associations LCS dans 12 pays d'Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, et poursuit sa mission autour de deux axes :

- **lutter contre le VIH et défendre les droits des minorités sexuelles dans un contexte de forte stigmatisation et de criminalisation ;**
- **garantir un accès équitable à des services de santé adaptés aux populations clés, en reconnaissant leur rôle central dans la réponse à l'épidémie.**

En juin 2023, lors de la Réunion des présidents à Yaoundé, AGCS PLUS inscrit à son agenda l'enregistrement légal et la formalisation du réseau, après plusieurs années d'existence informelle. Le choix se porte sur la Côte d'Ivoire pour sa souplesse législative et administrative, avec l'objectif d'y établir un siège à Abidjan tout en maintenant une présence régionale. Les documents requis (statuts, règlements intérieurs, listes des membres et procès-verbal de l'assemblée constitutive) sont identifiés, de même que la nécessité de définir et formaliser clairement les rôles et responsabilités des nouvelles instances (AG, CA, bureau exécutif), préalables reconnus par tous à l'enregistrement.

Le même mois, lors de sa réunion à Casablanca, le CA de Coalition PLUS a décidé d'intégrer le réseau AGCS PLUS en tant que **membre qualifié ou observateur, sans droit de vote**.

« Depuis le CA de Casablanca, AGCS PLUS a un siège au CA, en tant qu'observateur [...] sans droit de vote. On va regarder comment est-ce que les choses vont avancer. C'est très unique. C'est une situation exceptionnelle qui a été mise en place sur mesure pour AGCS. »

Mehdi Karkouri (Président de Coalition PLUS)

Ce nouveau statut au sein du CA de Coalition PLUS représente une étape stratégique pour AGCS PLUS, renforçant sa gouvernance, son influence dans la lutte contre les LGBTphobies en Afrique et sa contribution au positionnement stratégique de Coalition PLUS.

Il s'inscrit également dans la trajectoire du réseau vers l'autonomisation, avec pour objectif, d'ici 2026, d'obtenir un enregistrement juridique en Côte d'Ivoire afin de consolider sa gouvernance, de pérenniser et d'accroître son impact à long terme.

Dans cette perspective, AGCS PLUS poursuit sa restructuration institutionnelle et juridique en vue de son enregistrement officiel à Abidjan, en s'appuyant sur **les travaux du Groupe technique et de la Réunion des présidents (juin 2024, Cotonou)**. Ces avancées s'inscrivent dans un **contexte régional instable**, marqué à la fois par des progrès législatifs (dépénalisation en Namibie, au Gabon, en Angola et au Botswana), un durcissement dans d'autres pays (Ouganda, Ghana, Burkina Faso), l'essor de mouvements anti-genre et anti-droits des MSG et l'émergence de nouveaux acteurs sur ces mêmes thématiques (Alliance stratégique et mobilisation des ressources, par exemple). Pour AGCS PLUS, ces évolutions posent des enjeux de positionnement, de partenariats et de différenciation.



Principaux résultats de la Réunion des présidents à Cotonou :

- Validation des axes stratégiques 2025-2029 : positionnement organisationnel et politique ; santé globale (incluant bien-être et maladies émergentes) ; gestion et prévention des crises ; changement des politiques et lutte contre l'homophobie, en lien avec les contextes nationaux.
- Adoption des documents statutaires (statuts, règlement intérieur) pour l'enregistrement juridique/official du réseau.
- Élection du Conseil d'administration et validation de l'organigramme du Secrétariat, établissant une gouvernance structurée autour de **trois instances** :
 - Assemblée générale** - format plénier ou restreint selon contraintes budgétaires
 - Conseil d'administration**
Président : Affirmative Action, Cameroun
Secrétaire : Espace Confiance, Côte d'Ivoire;
Trésorière : Espoir Vie, Togo
Conseiller juridique : ARCAD Santé PLUS, Mali
Conseiller Genre et VSS : BESYP, Benin
Deux commissaires aux comptes
 - Bureau exécutif** - coordinateur, chargé de plaidoyer, chargé de communication, comptable

Axes stratégique 2025- 2029	Actions prioritaires
Positionnement organisationnel du réseau	<p>Renforcer des capacités des ressources humaines afin de les rendre transversales sur les différentes thématiques portées par le réseau.</p> <p>Favoriser et renforcer la collaboration avec d'autres réseaux, organisations et partenaires pertinents.</p> <p>Capitaliser sur les acquis, le positionnement politique du réseau, les bonnes pratiques, les leçons apprises et les succès.</p> <p>Elaborer un plan de transition progressif</p> <p>Développer un plan de communication stratégique pour la promotion et la visibilité du réseau.</p>
Santé globale, bien-être et autres maladies émergentes	<p>Positionnement du réseau sur les sujets de maladies émergentes (Covid19, Mpox, HPV, etc.).</p> <p>Renforcement de la communication pour la déconstruction des tabous autour de la santé anale.</p>
Prévention et gestion des crises	<p>Organisation d'activités autour de la sécurité numérique et physique des communautés.</p> <p>Intensification des actions de communication et d'appropriation des communautés autour des protocoles de prévention et de gestion des crises.</p> <p>Mise en place d'un fond d'urgence régional - Fonds Yves Yomb.</p> <p>Participer aux mécanismes de plaidoyer régionaux et internationaux pour le changement des politiques</p>
Changement des politiques et réduction de l'homophobie	<p>Accompagner les observatoires nationaux de veille pour capitaliser sur leur rapport de Violences basées sur le genre (VBG) et Violations des Droits Humains (VDH) et leurs éléments de plaidoyer</p> <p>Mise en place des stratégies d'appropriation des communautés au processus électoral dans les pays du réseau</p> <p>Faire le suivi de la mise en œuvre et l'évaluation de l'évolution des changements opérés sur les politiques.</p>

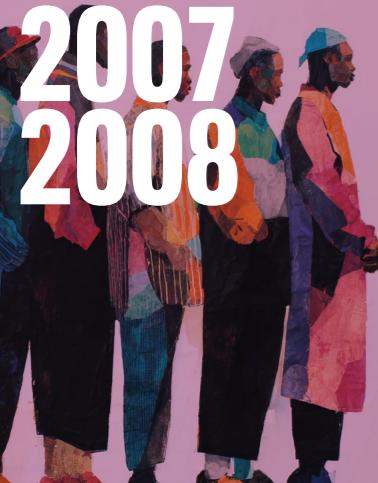

PAYS/ASSOCIATIONS MEMBRES D'AGCS

En 2024, le réseau AGCS PLUS fédère 21 associations engagées dans la lutte contre le VIH et la défense des droits des MSG/LGBTQI+, réparties dans 12 pays d'Afrique francophone.

Les étapes clés de l'évolution du réseau AGCS PLUS

Naissance militante du réseau AfricaGay

- Création informelle d'AfricaGay, sur fond d'invraisemblance par les politiques publiques de santé et de stigmatisation des HSH en Afrique francophone.
- Besoin d'affirmation identitaire, d'un espace militant autonome et d'un leadership communautaire.
- Fort ancrage dans la lutte contre le VIH
- AIDES et Sidaction apportent un soutien déterminant.



2007
2008



2009
2016



2017



2018



2020
2023

2024
2025

Structuration progressive

- Changement de nom : **AfricaGay contre le sida**
- Adoption d'une charte, création d'instances
- Début de la professionnalisation - **premier plan stratégique**
- **Mise en place des trois grands programmes de renforcement des capacités**

Début de l'autonomisation

- Transfert du Secrétariat à Alternatives Cameroun.
- Émergence d'un leadership charismatique (Yves Yomb).
- Co-coordination Nord-Sud jusqu'à une prise en main complète par le Sud.



RÉSEAU DE COALITION PLUS

Transition vers la formalisation juridique

- Décès d'Yves Yomb, COVID-19
- Recrutement de Franck Amani
- Adoption des statuts, Conseil d'administration
- Enregistrement légal en Côte d'Ivoire
- Validation du plan stratégique 2025-2029

Intégration à Coalition PLUS

- Devenir AGCS (nom plus inclusif et sécurisé), puis AGCS PLUS.
- Positionnement comme réseau thématique de Coalition PLUS.
- Soutien logistique, financier et stratégique de Coalition PLUS.
- Objectif : formalisation juridique et renforcement structurel.

Vers une maturité organisationnelle

- Adoption des statuts et règlement intérieur. Transition vers un réseau plus structuré et formalisé : adoption de statuts lors de l'Assemblée générale à Cotonou (juin 2024), mise en place d'un Conseil d'administration et d'un Bureau exécutif.
- Démarches d'enregistrement légal en Côte d'Ivoire.
- Validation du plan stratégique 2025-2029.

3. SPÉCIFICITÉS ET PRINCIPAUX LEVIER DU RÉSEAU AGCS PLUS

3.1 Ce qui fait la singularité d'AGCS PLU

AGCS PLUS : un réseau pionnier engagé pour la cause des MSG/LGBT et de la lutte contre le VIH en Afrique francophone

“ L'AGCS est l'un des premiers réseaux qui œuvre à la mise en place d'un environnement social et politique en faveur des MS ”

Franck Amani (Coordonnateur AGCS PLU)

AGCS PLUS : un espace communautaire de structuration des problématiques émergentes des MSG et de construction d'un plaidoyer stratégique en faveur de l'amélioration de leur santé, leur bien-être et respect de leurs droits fondamentaux

AGCS PLUS, c'est l'identification et la structuration des défis et des enjeux des minorités sexuelles et de genre en Afrique de manière générale. AGCS a créé un espace d'échange entre communautés, pour qu'elles puissent enfin parler d'une même voix.

Hamed Ismaël Cissé (REVS PLUS, Burkina Faso, organisation membre AGCS PLUS)

“Avec nos stratégies d'action, nous essayons de contribuer à la **création d'espace d'échange entre activistes africains**, de plus en plus rares, [...] pour **réfléchir aux modalités d'intervention en faveur de leur bien-être** mais aussi pour revendiquer leur droit à la vie. Par nos actions, nous essayons d'améliorer la santé globale, ainsi que les droits à la santé reproductive et sexuelle de nos communautés et de réduire l'influence des mouvements anti-genre et anti-droits qui entravent la liberté d'association.”

Franck Amani (Coordonnateur AGCS PLU)

AGCS PLUS : « messager d'associations identitaires et d'associations de lutte contre le sida »³¹

C'est un réseau qui est un peu polymorphe, c'est-à-dire qu'on était sur un réseau avec de fortes associations, un peu parapluies, souvent membres de Coalition PLUS, avec un affichage d'abord centré sur la lutte contre le sida et quand les populations clés sont montées, il y a eu une sorte de mutation. Et puis de toutes petites associations identitaires, plus vulnérables, mais plus engagées.

Emmanuel Cook (Coalition PLUS, ancien co-coordonnateur du réseau AGCS PLUS AfricaGay)

La composition hybride d'AGCS, réunissant associations identitaires et associations de lutte contre le sida, est perçue comme un atout majeur : elle permet de faire **coexister des visions diverses sans hiérarchie de légitimité, ce qui constitue une spécificité structurante de sa gouvernance**. Cette capacité à intégrer des approches différentes se reflète, par exemple, dans le recentrage actuel du positionnement du réseau, relevé par plusieurs témoignages, sur les minorités sexuelles et de genre (MSG) – une évolution menée sans remettre en cause la cohésion du réseau.

AGCS PLUS : un réseau pérenne - 18 ans de solidarité et résilience

Face à de nombreux défis, tant structurels que conjoncturels – le décès d'Yves Yomb, les périodes de transition dans son parcours de structuration institutionnelle, la pandémie de COVID-19, un environnement externe homophobe et hostile, la montée des mouvements anti-genre, entre autres – AGCS PLUS a fait preuve d'une **résilience remarquable**. Cette capacité, qui a largement contribué à la pérennité du réseau, repose avant tout sur son **ancrage communautaire, l'engagement de ses associations membres, leur diversité et volonté de construire ensemble** :

« [...] cet engagement des associations qui font partie de l'AGCS PLUS, c'est ce qui fait qu'on est encore là aujourd'hui, qu'on tient encore dans le mouvement, malgré tous les coups bas, malgré tous les mouvements et contre-mouvements, et tous les courants anti-genre actuels. [...] c'est l'**engagement partagé** : l'engagement de toutes les associations membres de l'AGCS qui veulent que cela perdure. **C'est surtout cela qui fait que, malgré les moments de faiblesse, on arrive quand même à se relever.**»

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

Cette résilience se manifeste également par une posture à la fois militante et profondément humaine, fondée sur l'**endurance** et la **patience** face à l'adversité, ainsi que sur un **espoir** pour le bien-être des communautés qui demeure le moteur de l'action.

« **Espoir, endurance et bien-être. Endurance** parce que tout ce qui est droit humain tout ce qui est violence basée sur le genre, il faut vraiment être patient. Et tout ce qui est plaidoyer, ce n'est pas du jour au lendemain qu'on arrive à changer l'environnement ou à changer les mentalités. On a été endurant, il faut continuer à l'être pour pouvoir subir tout ce qui adviendra. »

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

3.2 Principaux leviers

3.2.1 Des parrainages structurels successifs

Depuis sa création en 2007, AGCS PLUS bénéficie d'un soutien structurel, technique et financier constant de partenaires stratégiques. Né d'une dynamique de solidarité portée par Sidaction et surtout AIDES, le réseau s'inscrit dans la lignée des initiatives de coopération lancées dans les années 2000 pour former des leaders communautaires HSH, promouvoir le plaidoyer et renforcer les capacités des associations de lutte contre le sida en Afrique.

AIDES : un ancrage historique dans la solidarité Nord-Sud

L'engagement de AIDES en Afrique francophone remonte au Sommet de Paris sur le sida (1994), où des associations africaines interpellent l'organisation : « Vous êtes forts, organisés, écoutés. Nous voulons nous soigner. Vous devez nous aider. »

Ce moment fondateur aboutira à la création du **Réseau Afrique 2000**,³² après plusieurs regroupements associatifs à partir de 1997 (Abidjan, Bujumbura, Bamako, Dakar, Bobo-Dioulasso, etc.), sur fond de crise d'accès aux traitements. AIDES y développe un modèle de solidarité horizontale, en choisissant de co-construire avec les acteurs locaux. L'expérience du réseau Afrique 2000 a servi de référence pour la création du réseau **AfricaGay (AGCS PLUS)**, qui s'inscrit dans la même logique d'autonomisation associative, de transfert de compétences, de plaidoyer partagé et de leadership communautaire.

Coalition PLUS : continuité et renforcement du parrainage stratégique

Le soutien instauré par AIDES est progressivement repris par Coalition PLUS à partir de 2016, intensifiant les synergies dans les domaines de la santé communautaire, du plaidoyer et de la recherche auprès des HSH/MSG. En matière de plaidoyer, Coalition PLUS appuie l'élaboration du plan d'action régional (2016) et valorise les innovations communautaires du réseau AGCS PLUS (dépistage, prise en charge, observatoires des droits humains, cliniques communautaires).

31 Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PL

32 Le Réseau Afrique 2000, constitué d'associations de lutte contre le sida de sept pays d'Afrique et de la France, s'est formé à l'initiative de AIDES, poussée par une demande d'associations africaines. Il a pris forme après un regroupement organisé en décembre 1997 à Paris. Le réseau n'est plus actif aujourd'hui.

L'intégration comme réseau thématique en 2013 s'accompagne d'un accord de parrainage garantissant un appui renforcé – financier, logistique et technique – contribuant à la structuration, à la visibilité et à la pérennité d'AGCS PLUS.

« Coalition PLUS a beaucoup aidé l'ACCS PLUS à partir du moment où on a décidé faire partie du réseau. À un moment donné, on n'avait pas de moyens, où on n'avait même pas où s'installer, Coalition PLUS était là pour pouvoir mettre à disposition non seulement local, mais aussi son personnel pour aider faire avancer les choses. ».

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

Un levier stratégique pour l'autonomisation

Selon les témoignages recueillis, l'appartenance à Coalition PLUS représente un levier stratégique et une force majeure pour AGCS PLUS, lui offrant visibilité, expertise et soutien technique. Cette approche souple, axée sur l'empowerment, a favorisé l'appropriation de la trajectoire du réseau ainsi que des réflexions sur son identité et son positionnement stratégique.

« [...] c'est à partir du moment où Coalition PLUS a été mise en place, et que AGC a commencé à réfléchir à ces questions, qu'il s'est dit : est-ce que nous aussi, on ne devrait pas envisager de nous organiser en tant qu'entité à part entière ?

Franck Amani (Coordonnateur AGCS PL)

En résumé, AIDES a joué le rôle de cofondateur et de catalyseur de la structuration initiale du réseau AGCS PLUS, tandis que Coalition PLUS a consolidé cette dynamique grâce à une intégration institutionnelle élargie, un soutien renforcé et une opportunité stratégique de reconnaissance internationale.

“ [...] un point fort du réseau AGCS PLUS est le soutien de AIDES et de Coalition PLUS, des organisations qui ont su nous écouter, et qui disposent d'une véritable expérience en matière de plaidoyer et de mobilisation de ressources. »

Dr. Camille Anoma (Espace Confiance, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PLU)

3.2.2 Stratégies mobilisées par le réseau AGCS PLUS pour la structuration de sa gouvernance et de son pouvoir d'agir

Pour structurer sa gouvernance et renforcer son pouvoir d'agir, le réseau AGCS PLUS a développé et mis en œuvre trois stratégies majeures :

- le **renforcement des capacités**, pour professionnaliser et autonomiser ses acteurs communautaires ;
 - le **plaidoyer stratégique**, mené « par les communautés, pour les communautés » afin d'amplifier leur voix dans les espaces décisionnels ;
 - les **partenariats/alliances stratégiques** pour accroître son influence et sécuriser ses interventions dans un environnement souvent hostile

Le renforcement des capacités : une stratégie phare et un catalyseur de l'émergence de nouvelles expertises communautaires

Depuis 2008, le **renforcement des capacités constitue une stratégie phare** du réseau AGO PLUS, visant à professionnaliser et à autonomiser ses acteurs communautaires à travers un **dispositif complexe** composé de formations (en plaidoyer, leadership, élaboration et gestion d'un projet, PrEP, accompagnement des HSH, etc.), ainsi que de voyages d'échange et d'ateliers de partage entre pairs. Cette **dynamique d'apprentissage** a également eu un **impact positif sur le renforcement de la cohésion du réseau** autour de valeurs communes et sur **son appariation par les membres**.

Fort de sa mission de transformation sociale par le changement des mentalités, le réseau AGO PLUS a développé une **expertise reconnue dans l'animation d'ateliers de sensibilisation, notamment autour des représentations et perceptions face aux HSH et au VIH/sida**.

« Depuis 2008, nous nous sommes construits une **expertise dans l'animation d'ateliers « Représentations face aux HSH et VIH/sida »**. Initialement destinés aux ONG de prise en charge VIH (sous un format de deux jours), ces temps de sensibilisation se sont ensuite déployés vers d'autres cibles. Ainsi en 2015 près de 400 acteurs clés ont été formés (police, médias, justice, personnels soignants écoutants-es de lignes nationales VIH) au Burkina Faso, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Burundi. Aujourd'hui le réseau possède un pôle de personnes ressources constitué de 14 membres chevronnés·e·s et aguerris·e·s. »

Serge Yotta et Diadji Diouf, porte-paroles du réseau AGCS, ateliers stratégiques, Grand Bassam, Côte d'Ivoire, février 2016

La stratégie de renforcement des capacités a été, dès le départ, considérée par les pionniers du réseau comme un **levier stratégique pour faire émerger un cadre structurant autour des thématiques HSH** dans des contextes où celles-ci étaient absentes ou peu reconnues. Cette approche a posé les **bases d'une vision partagée** en outillant les associations membres pour s'approprier les enjeux communautaires, structurer leur engagement et s'inscrire progressivement dans une **dynamique et une action collective**.

Les pionniers sont déjà partis sur la base, même - **la formation d'abord** - à outiller toutes les structures membres en termes de plaidoyer, en termes de compréhension de la thématique HSH, **comprendre ce qui serait fondamental pour les structures et essayer d'asseoir quelque chose de base**. Montre à ces structures comment construire la chose. Voilà, donc ce qui a été fait d'abord au départ en termes de formation, de façon très basique pour asseoir la structure, pour voir ce qui est bon avant de pouvoir commencer. C'était d'abord déjà dans les années 2007-2008 avant de démarrer.

Bertrand Avit (Ruban Rouge, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PLUS)

La stratégie de renforcement des capacités du réseau AGCS PLUS a permis aux personnes issues des communautés concernées de gagner en reconnaissance professionnelle et **d'accéder à des postes à responsabilité au sein de leurs structures**.

« [En participant au renforcement des capacités des communautés, je suis devenue] une personne qui participait pleinement à la définition des stratégies, à la mise en œuvre des activités. Je n'étais pas le « pédé de service » de l'organisation. **Et j'ai occupé des postes de coordinateur de programmes HSH d'abord et après des programmes population clés, avant même d'être salarié.** Donc, on m'a proposé ce poste parce qu'on avait vu que j'étais suffisamment renforcé. Ce renforcement des capacités ne venait de nulle part d'autre que des actions du réseau AGCS PLUS (AfricaGay). »

Cheick Hamala Sidibé (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

Le réseau est également perçu comme un **levier de croissance organisationnelle, un catalyseur d'opportunités et de visibilité pour ses organisations membres** :

« Si Alternatives Cameroun est devenue ce qu'elle est devenue, il faut dire que le réseau **AfricaGay** y aura contribué pour beaucoup. »

Kevin Amba Evina (Affirmative Action, Cameroun, organisation membre AGCS PLUS)

Dans le même sens, cette stratégie a eu des **effets sur l'offre de services** des associations de lutte contre le sida, membres du réseau AGCS PLUS, étant à l'origine de la mise en place progressive de **services thématiques (HSH, populations clés, droits humains)**

“ « On a été outillés à dérouler nos programmes au niveau du pays sans souci, parce qu'on avait déjà eu vraiment ces acquis-là [...] À partir de là, on a même créé un service thématique pour les populations clés. **On n'avait pas [chez Ruban Rouge] la question de HSH** [...] et lorsqu'on a été identifié comme Africa Gay, il fallait des points focaux. »

Bertrand Avit (Ruban Rouge, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PIJUS)

Plaidoyer stratégique, porté par une activité d'une envergure exceptionnelle en réponse aux enjeux actuels des MSG et de la lutte contre le VIH

Depuis sa création, le plaidoyer est au cœur des actions du réseau AGCS PLUS, engagé dans la lutte contre le sida, la promotion de la santé globale et des droits sexuels et reproductifs, et déterminé à réduire l'influence des mouvements anti-genre.

Ce **plaider stratégique** - « par les communautés, pour les communautés » - est à la fois révélateur et structurant pour le modèle de gouvernance d'AGCS PLUS, car il l'inscrit dans une logique ascendante (« **bottom-up** »), où les décisions stratégiques et la légitimité du réseau émanent des associations membres. Il témoigne d'une volonté d'appropriation des enjeux de plaidoyer par la base, de faire évoluer le leadership communautaire et de renforcer l'influence des communautés concernées dans les espaces dialogue politique et les processus décisionnels contribuant ainsi à accroître l'efficacité de la défense de leurs droits.

“ C'est la stratégie plaidoyer qui nous permet en fait de faire par les communautés pour les communautés et ça c'est une grande innovation. Parce que ce qu'on avait toujours vu c'était en fait que des programmes, des personnes pensaient en fait à notre place, venaient exécuter à notre place et nous n'étions en fait que des bénéficiaires. [...] Cette stratégie-là nous permet aujourd'hui de pouvoir nous renforcer d'une part, de renforcer l'engagement communautaire, de renforcer aussi la participation, la prise de parole dans les espaces de discussion et d'être véritablement efficace. »

Hamed Ismaël Cissé (REVS PLUS, Burkina Faso, organisation membre AGCS PLUS)

Cette **approche intégrée (globale) du plaidoyer** **s'inscrit dans une logique décoloniale** qui considère les luttes communautaires des minorités sexuelles et de genre comme indissociables du tissu socioculturel et politique africain. Dans ce sens, le réseau AGCS PLUS agit à la fois comme un espace de structuration politique, un acteur de plaidoyer régional et international, et un vecteur de sécurisation pour les militants, dans un contexte où les espaces de liberté ont tendance à se restreindre dans plusieurs pays.

« AGCS a permis d'accéder à des espaces où on discutait de nos réalités, mais sans nous. »

Les différents témoignages recueillis pour cette démarche de capitalisation ont montré que la **plus-value principale du réseau AGCS PLUS réside dans sa capacité stratégique de facilitation d'accès aux espaces de parole publique** (conférences régionales et internationales, réunions à différents niveaux, débats, etc.) pour les communautés.

« AGCS PLUS, en fait, est un **outil régional de plaidoyer et de communication** [qui a permis d'accéder à des espaces où on discute de nos réalités, mais sans nous.

“ [...] Actuellement, c'est la stratégie de plaidoyer qui nous permet de faire du « par les communautés pour les communautés », et c'est une grande innovation ».

Hamed Ismaël Cissé (REVS PLUS, Burkina Faso, organisation membre AGCS PLUS)

Dans la même direction, le réseau a contribué à ouvrir un espace de légitimation politique pour ses organisations membres et leurs leaders communautaires, en les encourageant à interroger les acteurs institutionnels au niveau national, à revendiquer, mais aussi à proposer des solutions. Cette approche élargit le champ des interventions de plaidoyer en les inscrivant dans une **logique de participation à l'élaboration des politiques publiques**.

Parce que à l'époque, tout le monde était vraiment sur le plan communautaire - comment offrir les services, comment faire cela. Mais avec le plaidoyer, on s'était rendu compte qu'on pouvait faire autre chose que le communautaire, même si le communautaire était important et qu'on devait continuer à le faire. Il était question d'asseoir les organisations autour de la table avec le gouvernement et leur dire voilà nos problèmes, voilà les solutions que nous préconisons ou alors trouvons des solutions ensemble et prenons en compte les populations LGBT.

Kevin Amba Evina (Affirmative Action, Came
roun, organisation membre AGCS PLUS)

Partenariats alliances stratégiques

Depuis 2008, avec la conférence mondiale sur le sida à Mexico, qui marque le lancement officiel du réseau et la forte visibilité de la thématique HSH, AGCS PLUS n'a cessé d'alerter la communauté internationale sur la situation des gays et HSH d'Afrique francophone. Ce plaidoyer intense et constant s'est concrétisé par la participation à de nombreuses conférences internationales et régionales³³, avec des prises de parole, des stands, des ateliers, des conférences de presse, des plénières de clôture, des symposiums, des activités de réseautage et d'autres initiatives.

Ces espaces de mobilisation ont permis de structurer le plaidoyer de AGCS PLUS et de renforcer ses partenariats et alliances stratégiques avec des acteurs régionaux et internationaux (ONUSIDA, Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, le PNUD³⁴, le Fonds mondial, etc.). AGCS PLUS a également consolidé ses collaborations avec des organisations telles que le ISDAO³⁵, l'Institut africain de la société civile, Frontline Defenders et d'autres pour mettre en œuvre des initiatives dans les domaines de la gestion des crises, de la santé communautaire afin de mieux porter les voix des minorités sexuelles et de genre.

Le réseau dénonce inlassablement les violations des droits des minorités sexuelles et de genre (MSG) et fait remonter leurs besoins et problématiques à travers diverses initiatives : communiqués de presse, documents de position, déclarations d'ONG, rapports alternatifs, études et autres publications.



33 Pour ne citer que quelques exemples : les International AIDS Conferences (Vienne 2010, Washington 2012, Melbourne 2014, Vancouver 2015, Durban 2016), les conférences francophones VIH/sida (Casablanca 2010, Genève 2012, Montpellier 2014, Bruxelles 2014), les conférences africaines (Dakar 2008, Addis-Abeba 2011, ICASA- Harare 2015), PAI, Nairobi 2014, etc.

34 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

35 Initiative Sankofa de l'Afrique de l'Ouest

36 L'Appel de Babi : https://drive.google.com/file/d/1HnG80q31Dla0jQ2Dcls_8L2r58BFvljB/view

37 Le rapport « Derrière les luttes » : <https://agcsplus.com/wp-content/uploads/2025/05/RAPPORT-DERRIERE-LES-LUTTES-creative-VF-1.pdf>

2018 – L'année du déploiement régional

- Dignity (Espace Confiance, Côte d'Ivoire – OSIWA) : accès à la justice pour les personnes LGBT et création d'un environnement favorable aux soins dans quatre pays (Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Bénin).
 - HIV Free (Alternatives Cameroun – ViiV Healthcare) : renforcement de la prévention du VIH auprès des HSH au Cameroun, Bénin et Sénégal.
 - Droits Humains (AIDES & AFD) : amélioration de l'accès à la prévention et aux traitements VIH/sida et hépatites dans sept pays.

2019–2026 – Consolidation et expansion

- Riposte 1 (2019-2022) puis Riposte 2 (2023-2026, REVS PLUS - Expertise France/Initiative 5% : renforcement du pouvoir d'agir des populations clés dans trois CCM d'Afrique francophone avec un accent sur leur inclusion et leur accès aux espaces décisionnels.

Depuis 2023 – Ouverture et diversification

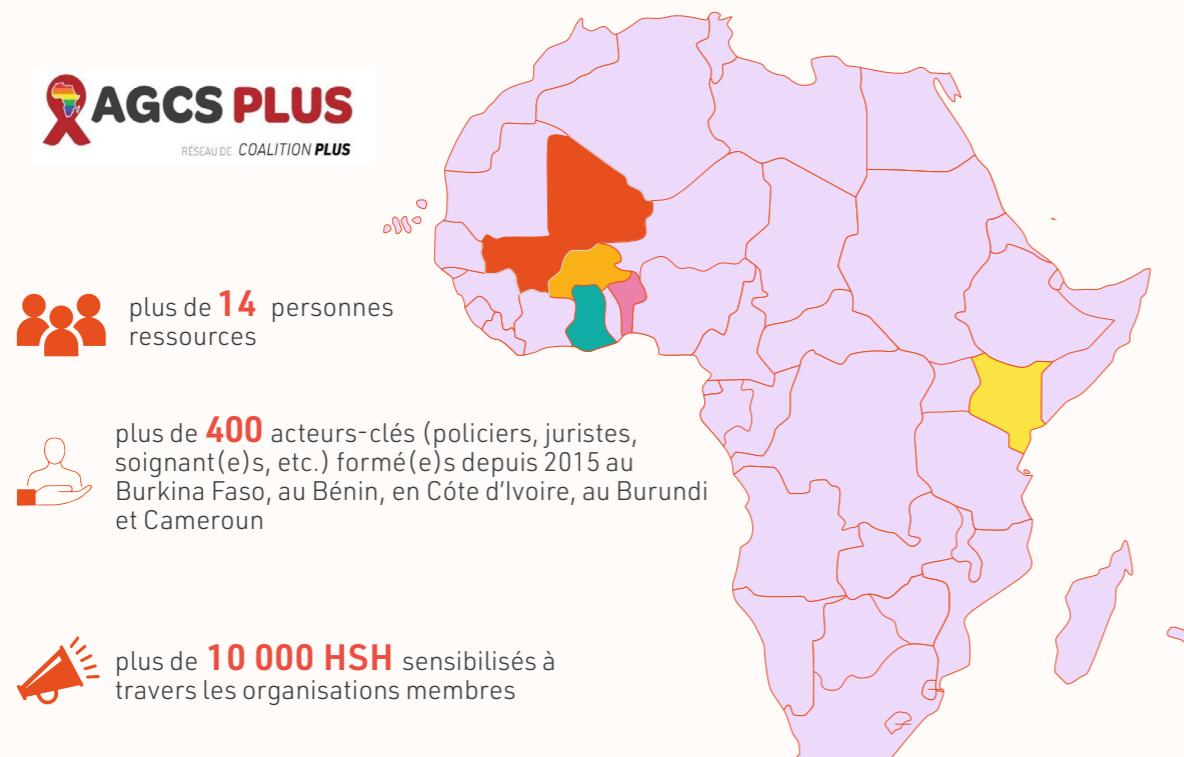
- Santé mentale : projet soutenu par le Fonds d'Innovation de Coalition PLUS, élargissant le champ d'action du réseau.
 - Emergence (2024, Initiative Sankofa - ISDAO) : plaidoyer régional exigeant des États d'Afrique de l'Ouest le respect de leurs engagements internationaux en matière de droits des minorités sexuelles et de genre.

Capacité de croissance et extension équilibrée

- Parti avec un budget initial de 100 000 €, AGCS PLUS a porté sa capacité de mobilisation de fonds à 326 000 € en 2023⁴⁰

Le réseau est passé de 10 pays et 19 associations (2007-2008) à 12 pays et 21 associations (2020-2024), tout en consolidant sa base associative.

Mobilisation communautai



4. FREINS, DÉFIS ET DIFFICULTÉS

Marge de renforcement des ressources humaines et financières

Le réseau continue de **dépendre largement du volontariat**, ce qui limite son impact et ses capacités opérationnelles. Pour accompagner ses dynamiques de développement, il est nécessaire de disposer de financements stables afin de faire évoluer l'expertise communautaire du réseau, par exemple en formant les équipes ou en recrutant des professionnel·le·s qualifié·e·s dans des domaines tels que la santé mentale ou la santé anale, ou encore dans d'autres thématiques prioritaires

Si le recours ponctuel à des consultants·e·s peut répondre à certains besoins d'expertise, il en révèle aussi les limites. D'où l'enjeu stratégique d'un renforcement durable des capacités internes de coordination du réseau d'autant plus dans le contexte des défis externes assez complexe.

« [...] avoir des ressources humaines sur des sujets spécifiques. Par exemple, dans le domaine de la santé mentale, on l'a fait : c'est vrai qu'on a eu des consultants, mais c'est quelque chose que nous, au niveau de l'équipe, on ne maîtrise pas forcément. [...] On est dans un domaine compétitif et il faut des ressources humaines vraiment qualifiées et pour avoir des ressources humaines très qualifiées, il faut aussi avoir des financements [stables] pour une charge salariale qui permet d'avoir de la ressource humaine qualifiée. »

Franck Amani (Coordonnateur AGCS PLUS)

« Il faut encore plus étoffer la coordination de l'AGCS PLUS afin d'avoir vraiment **toutes les compétences nécessaires** pour pouvoir capter plus de fonds, pour pouvoir toucher plus de populations pour pouvoir impacter plus de communautés, pour pouvoir être beaucoup plus visible dans nos actions. »

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

Mobilisation de ressources

L'absence de stratégie formalisée et de personnel dédié à la recherche de financements fragilise la pérennité des actions. La mobilisation reste ponctuelle et dépendante des priorités des bailleurs. La professionnalisation de cette fonction, avec des responsabilités clairement définies entre le conseil d'administration et l'équipe exécutive, est jugée indispensable.

66 [...] nous n'avons pas réellement de **politique de mobilisation de ressources**. [...] nous n'avons pas du personnel dédié à la **tâche**. Ça c'est clairement, je pense, un point faible au niveau de AGCS PLUS. **il n'y a pas de professionnalisation en tant que telle** »

Dr. Camille Anoma (Espace Confiance, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PI IUS)

Leadership

Un défi stratégique important consiste à parvenir à un leadership capable de conjuguer l'élan militant et la rigueur de gestion. La puissance de la parole et l'inspiration apportées par l'activisme doivent s'articuler avec la capacité à organiser, coordonner et administrer les ressources du réseau. Cette alliance est nécessaire pour transformer l'engagement en résultats durables.

« L'activisme est nécessaire. **L'activisme ne dit pas absence de professionnalisme.** On peut être activiste et être professionnel. On peut être activiste tout court, sans être professionnel, mais avoir le discours aussi qu'il faut pour toucher les cœurs et toucher les sensibilités des gens. Donc, je pense que oui, **on a besoin des deux finalement.** »

Dr. Camille Anoma (Espace Confiance, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PIIUS)

Couverture géographique

« ... Il fallait conjuguer la parole forte et la capacité à gérer. »

Emmanuel Cook (Coalition PLUS, ancien co-coordonnateur du réseau AGCS PLUS / AfricaGay)

Communication interne et implication des membres

Sur le plan interne, une meilleure communication entre les associations membres est jugée nécessaire pour renforcer la collaboration et l'impact collectif. Par ailleurs, on constate des disparités d'engagement entre les associations membres :

« Il y a une bonne communication interne, mais je pense qu'il faudrait la renforcer davantage, afin que toutes les associations membres d'AGCS PLUS collaborent davantage, soient plus impliquées dans ce que fait le réseau, et contribuent par leur expertise. Cela permettrait aux projets d'avoir un impact réel et d'atteindre pleinement leurs objectifs. »

Axel Akpaka (BESYP, Bénin, organisation membre AGCS PLUS)

Communication externe et mémoire institutionnelle

La visibilité et la capitalisation doivent être renforcées pour mieux valoriser les actions et porter la voix des populations clés. Une documentation insuffisante peut compromettre la transmission des savoirs et affaiblir la mémoire militante.

« On revient toujours à la nécessité de professionnalisation, de capitaliser sur ce qui se fait dans chaque pays et de communiquer là-dessus. Je pense que tout à l'heure, j'évoquais les différents symposiums, les conférences, etc. Il faut le faire au niveau international, mais aussi il faudrait que les associations, les pays où les associations sont, aient le courage de communiquer sur ce qu'elles font. [...] c'est clair qu'il y a encore des champs à occuper en termes de parole et en termes de communication sur la réalité du VIH chez les populations clés. »

Dr. Camille Anoma (Espace Confiance, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PLUS)

« ...ça reste un réseau francophone, même si on a eu la tentation de l'ouvrir vers l'Afrique de l'Est. Mais ça a été compliqué, ça n'a pas trop marché parce qu'il y a des différences de cultures et de langues qui ne sont pas simples à surmonter. »

Dr. Camille Anoma (Espace Confiance, Côte d'Ivoire, organisation membre AGCS PLUS)

Enjeux et menaces externes pour le développement et la pérennité du réseau AGCS PLUS

Le réseau AGCS PLUS évolue dans un environnement marqué par des contextes nationaux homophobes. Dans plusieurs pays africains, les lois contre les minorités sexuelles se durcissent, tandis que les mouvements anti-genre et anti-droits des MSG gagnent en influence, alimentant la stigmatisation et les violences contre les communautés concernées. Cette répression se traduit notamment par la persécution des organisations et des activistes qui défendent les droits des MSG, comme c'est le cas au Cameroun, au Sénégal ou en Guinée. Le climat général reste marqué par la possibilité de dissolution d'associations jugées « contraires aux bonnes mœurs ».

À cela s'ajoutent les différents types de crises (politiques, économiques, etc.), les effets des changements climatiques, les guerres, la prise de pouvoir de régimes militaires dans plusieurs États, la polarisation Nord-Sud nourrie par la dynamique décoloniale, qui remet de plus en plus en question les rapports de pouvoir, les modèles économiques et les références culturelles héritées du colonialisme, et redéfinit les alliances ainsi que les positionnements géopolitiques. L'ensemble de ces facteurs contribue à déstabiliser les communautés et à restreindre les espaces civiques pour les droits humains.

Les contextes législatifs et sociaux des pays africains demeurent inadaptés à la reconnaissance des MSG, et notamment des HSH. Par ailleurs, un risque majeur émerge au niveau international avec le changement de vocabulaire introduit par ONUSIDA, qui remplace la catégorie de HSH par celle de « personnes à haut risque ». Ce glissement de langage réduit la visibilité et la spécificité des MSG en les ramenant à une simple catégorie de risque, au lieu de les reconnaître comme des individus porteurs d'une identité et de droits. Cette tendance menace directement la santé et les droits humains, car elle contribue à invisibiliser les MSG et à compromettre l'efficacité des politiques de santé.

Cela montre l'importance d'un plaidoyer renforcé, stratégique et systématique pour préserver les acquis et défendre les droits des communautés.

« [...] c'est le contexte législatif qui ne se prête pas d'assez. C'est juste qu'à ce niveau les gens ne sont pas prêts, les lois ne sont pas prêtes et maintenant regarder maintenant on parle même, même l'ONUSIDA, actuellement, parle des hommes à haut risque. On est en train de changer de vocabulaire. Personne ne veut plus parler de HSH. »

Dr. Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali, organisation membre AGCS PLUS)

Dans ce contexte déjà alarmant, les décisions récentes de certains gouvernements et bailleurs internationaux rendent les organisations communautaires vulnérables en les obligeant à fonctionner dans une logique de survie, due à la réduction, voire à l'arrêt des financements.

Aux États-Unis, une série d'ordonnances exécutives prises en 2025 (Executive Orders 14169⁴¹ et 14151⁴²) a entraîné le gel puis la suppression de la majorité des financements fédéraux dédiés aux droits LGBTQ+, aux programmes DEI (Diversité, Équité, Inclusion) et à la santé publique. Plus de 80 % des programmes de l'USAID ont été annulés, affaiblissant ainsi les initiatives communautaires dans le domaine du VIH et de la réduction des risques. En juillet 2025, le Fonds mondial a annoncé une coupe de 1,4 milliard de dollars, soit environ 11 % des engagements déjà accordés pour le cycle actuel 2024-2026. Certains pays anticipent une réduction pouvant atteindre 16 % de leurs allocations.⁴³ Les organisations commu-

nautaires craignent que les conséquences soient similaires à celles provoquées par les coupes de l'USAID.

En Europe, la Commission européenne a supprimé en juillet 2025 les subventions de fonctionnement du programme EU4Health, un mécanisme pourtant essentiel pour assurer la pérennité des réseaux de la société civile. Cette décision fragilise leur capacité à assurer le plaidoyer, le suivi des politiques publiques et la promotion des droits fondamentaux, notamment auprès des populations les plus marginalisées.

Ces évolutions remettent en cause non seulement la survie institutionnelle de nombreuses ONG/OSC, mais aussi leurs actions de plaidoyer en faveur des droits humains et de l'accès aux services de santé des communautés vulnérables face au VIH. Cette situation appelle à un renforcement urgent, stratégique et coordonné du plaidoyer communautaire, afin de faire face à ces instabilités et d'assurer un impact durable de leurs actions.

La réduction et l'instabilité de ces financements sont des défis importants qui renforcent les inquiétudes quant à la capacité du réseau AGCS PLUS à consolider ses acquis et à assurer la durabilité de ses actions.

Ces préoccupations touchent directement la mobilisation de ressources et la question plus large de l'autonomisation et de la pérennité du réseau. Cette dynamique est étroitement liée à l'enregistrement légal du réseau, toujours en cours et qui reste un enjeu stratégique majeur.

Enfin, les outils numériques, notamment les réseaux sociaux, présentent un double tranchant : ils offrent des opportunités de visibilité et de mobilisation, mais constituent aussi un risque majeur pour la sécurité des activistes et des membres des communautés LGBTQ+. La traçabilité, la surveillance et les atteintes à la vie privée sont des préoccupations constantes pour ceux qui œuvrent en faveur des droits des minorités sexuelles dans des contextes hostiles.

41 Pour en savoir plus : <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/executive-order-14169-reevaluating-and-realigning-united-states-for-eign-aid>

42 Pour en savoir plus : <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/executive-order-14151-ending-radical-and-wasteful-govern-ment-dei-programs-and-preferencing>

43 Source : EATG - Global Fund plans to cut \$1.4 billion from grants it has already awarded (10 juillet 2025) - <https://shorturl.at/2WNhz>

5. SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS RETENUS DE LA DÉMARCHE DE CAPITALISATION SUR LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU AGCS PLUS

Dimension de la gouvernance associative

Capitalisation : principaux constats

1. Mode(s) de gouvernance

Débuts militants (2007-2009), puis évolution progressive, d'une gouvernance militante et informelle vers une gouvernance plus professionnalisée, tout en préservant l'ancrage communautaire.

2. Structure et fonctionnement

Passage progressif d'une co-coordination Nord-Sud à une coordination Sud (Alternatives Cameroun), puis intégration, en 2018, en tant que réseau thématique au sein de Coalition PLUS.

Caractéristiques actuelles de la gouvernance : partagée, participative, suivant une logique ascendante (bottom-up), en réseau entre associations identitaires et de lutte contre lesida (LCS). Le renforcement de la légitimité et de l'impact du réseau a été possible par une progression graduelle vers une gouvernance plus structurée.

Instances historiques : Réunion annuelle des présidents (espace central de décision), Groupe restreint, Groupe technique, porte-parole double, à l'origine « politique/terrain, Secrétariat/Coordination - organe exécutif.

Le réseau a été renforcé grâce à un appui financier et technique structurant, notamment de la part d'AIDES, de Sidaction et de Coalition PLUS.

À partir de 2024 : validation de statuts/règlement intérieur, création d'un Conseil d'administration (CA) et d'un Bureau exécutif (coordination, plaidoyer, communication, comptabilité) ; AG en format plénier et restreint si contraintes budgétaires.

Processus d'enregistrement légal du réseau (Côte d'Ivoire) en cours.

Identité ancrée dans la défense des droits des HSH/MSM (« notre ADN ») et la lutte contre le VIH. Une vision stratégique consolidée par des plans successifs (2016-2020 et 2025-2029) élaborés avec les membres.

Vision et missions explicitées (droits humains, santé communautaire, plaidoyer, recherche communautaire, renforcement des capacités).

Légitimité fondée sur l'ancrage communautaire et la construction collective, renforcée par la participation active aux conférences et événements internationaux (IAS/ICASA/AFRAVIH, etc.), et par l'intégration à Coalition PLUS (à présent, AGCS PLUS est membre observateur du CA de Coalition PLUS).

Procédure : vote à la majorité et recherche du consensus ; Réunion des présidents comme organe de délibération stratégique.

Processus d'intégration à Coalition PLUS décrit comme participatif et démocratique (décisions au Bénin, saisines formelles).

4. Prise de décision, démocratie et transparence

La formalisation récente, avec la validation des statuts, apportera plus de clarté quant à la répartition des rôles et renforcera la lisibilité des décisions.

Communication régulière des grandes décisions et orientations aux membres.

Transparence budgétaire à assurer en continu. Les rapports d'activité et financiers doivent être publiés à intervalles réguliers.

5. Représentation, équité et inclusion

21 associations membres sont réparties dans 12 pays, articulant associations identitaires et LCS ; cet équilibre interne est perçu comme une force. La représentation géographique est relativement équilibrée et la participation inclusive est assurée lors des Assemblées générales.

6. Leadership

Leadership communautaire, incarné par des figures emblématiques et issues directement des communautés concernées.

Yves Yomb, porte-parole terrain (2011-2015) puis coordinateur du réseau (2016-2020), a marqué cette période par un leadership individuel et charismatique.

Transition préparée vers Franck Amani après la crise, sans conflit - évolution d'un leadership personnifié vers un leadership institutionnalisé (renforcement du secrétariat, équipe exécutive dédiée).

Capacité à inspirer et porter la voix des communautés aux niveaux régional et international.

2008-2018 : partenariats structurants ; AIDES, Sidaction, Coalition PLUS (portage, financement, expertise), bailleurs et programmes (Expertise France, ISDAO, Fonds d'innovation, Initiative 5 %, etc.). Articulation avec la Coalition PLUS Afrique (CPA) : accompagnement méthodologique, plaidoyer et gestion financière déconcentrée.

Depuis 2018 : Positionnement régional accru (siège d'observateur au CA de Coalition PLUS) et projets co-construits (santé, plaidoyer, recherche).

7. Relations avec l'environnement externe

Renforcement progressif des partenariats stratégiques avec ONG, bailleurs et institutions régionales et internationales.

Relations équilibrées, transparentes et ancrées dans des alliances construites collectivement.

8. Apprentissage, adaptation et amélioration continue

Le réseau a fait preuve d'une forte résilience, notamment lors de la réorganisation après le décès d'Yves Yomb et pendant la pandémie de COVID-19.

Les axes 2025-2029 ont été validés : positionnement stratégique sur l'intégration de nouvelles thématiques en lien avec la santé globale (santé mentale/maladies émergentes), la gestion/prévention des crises, les changements au niveau des politiques publiques en matière de santé et de droits humains.

9. Éthique, redevabilité et gestion des risques

Charte d'AfricaGay (2009) et autres documents fondateurs.

Aujourd'hui statuts/RI validés pour l'enregistrement juridique : base de redevabilité formelle.

Engagement pour une gouvernance éthique et transparente, avec prise en compte des risques sécuritaires et organisationnels. Protocoles de prévention et de gestion de crises ; création du fonds d'urgence Yves Yomb ; deux commissaires aux comptes au sein du CA ; embauche prévue d'un·e comptable au sein de l'équipe exécutive.

Promotion constante des droits humains dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique - valeurs affirmées de respect et de non-discrimination.

6. RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES ET PERSPECTIVES

Ces recommandations, formulées par les personnes interrogées lors des entretiens de capitalisation, proposent des pistes d'action stratégiques visant à renforcer la résilience et la capacité d'action du réseau AGCS PLUS face aux défis identifiés. Celles-ci se déclinent en **plusieurs axes complémentaires** concernant la **gouvernance, les ressources, le plaidoyer, la sécurité des membres et la valorisation de la mémoire militante**.

Professionaliser et consolider la gouvernance

- Accélérer la mise en place d'outils de gestion efficaces pour pallier les déséquilibres en matière de communication interne et d'implication entre les associations membres et renforcer la coordination du réseau ;
- Poursuivre la professionnalisation des ressources humaines en développant les compétences internes sur des enjeux et thématiques stratégiques pour les populations clés, comme la santé mentale, la santé sexuelle ou toute autre expertise liée à l'approche communautaire en matière de santé, afin de renforcer l'efficacité des actions et l'impact du plaidoyer ;
- Repositionner la formation des leaders communautaires comme priorité stratégique centrale du réseau ;
- Maintenir une gouvernance démocratique et transparente, notamment dans l'animation des réunions et le partage du pouvoir ;
- S'inspirer d'un modèle hybride (comme TRT5⁴⁴) : une structure légère mais compétente, permettant à la fois agilité, plaidoyer, innovation et expertise technique.
- Préserver la même dynamique stratégique concernant l'extension, car plus un réseau est grand, plus il est difficile à gérer ;
- Structurer la gouvernance de manière plus inclusive, en intégrant systématiquement les voix des associations moins visibles, pour une participation réellement équitable et collective ;

- Renforcement des dispositifs pour atténuer les inégalités de taille, de niveau d'influence sur les décisions politiques et budgétaires, etc., entre les organisations membres, afin de préserver l'équilibre existant.

“ [...] la bonne gouvernance, je pense, c'est d'arriver à maintenir cet équilibre qui a pu exister entre les différents profils d'associations, ou même entre les réseaux au sein du réseau. Je pense aussi à certaines personnes qui ont toujours veillé à ce que les règles éthiques du bon fonctionnement soient respectées.

Emmanuel Cook (Coalition PLUS, ancien co-coordonnateur du réseau AGCS PLUS / AfricaGay)

Pérenniser les ressources et renforcer l'autonomie

- **Développer une politique de mobilisation de ressources**, diversifiée et proactive, afin d'avancer vers l'autonomie financière du réseau ;
- **Mettre en place des partenariats stratégiques Sud-Sud** pour explorer des financements locaux et régionaux, plus alignés avec les réalités communautaires ;
- **Relier cette dynamique à la sécurisation juridique du réseau (enregistrement officiel), condition indispensable pour garantir son autonomie institutionnelle et financière** ;
- **Alliances stratégiques et partenariats** à renforcer.

Renforcer le plaidoyer ancré dans le tissu socio-culturel africain et la communication externe

- Identifier et mettre en place des stratégies pour la reconnaissance des minorités sexuelles et de genre en Afrique en s'appuyant sur des recherches anthropologiques et historiques qui déconstruisent les stéréotypes et rappellent l'historicité de ces identités (par exemple, en démontant le mythe selon lequel l'homosexualité serait occidentale). Travailler à l'acceptabilité sociale de la diversité sexuelle, dans une perspective culturelle africaine.
- Former de jeunes leaders communautaires, capables de comprendre les codes sociaux, juridiques et sanitaires, et de construire un plaidoyer ancré et culturellement pertinent.
- Créer une "masse critique" d'alliés et de relais communautaires, en privilégiant une communication constante/systématique, respectueuse et culturellement ajustée.
- Continuer à « dénicher des pépites » - une expression utilisée souvent par Yves Yomb - c'est-à-dire identifier les personnes à fort potentiel de leaders visionnaires, charismatiques, capables d'impulser des dynamiques nouvelles et/ou impactantes, notamment en matière de plaidoyer.

Protéger les militants et les communautés

- Renforcer la sécurité numérique et physique des activistes, en prenant en compte la double nature des réseaux sociaux : levier de visibilité mais aussi menace pour la vie privée et la sécurité.
- Établir et/ou activer des protocoles internes de sécurité et de confidentialité pour protéger les personnes vulnérables et les associations partenaires.
- Soutien et relève du leadership : prévoir un accompagnement moral, technique et financier pour les leaders expérimentés, et former de nouveaux leaders pour assurer la continuité.
- Renforcement du sens collectif : mener une réflexion participative pour clarifier valeurs, objectifs communs et rôles, afin de stimuler l'engagement et la redevabilité.
- Documenter, partager et valoriser le savoir communautaire et la mémoire collective
- Démarche de capitalisation à systématiser au sein du réseau ;
- Favoriser la communication, le partage des bonnes pratiques et des leçons apprises, ainsi que la connectivité et la transparence au sein du réseau ;
- Incrire la transmission de cette mémoire dans la formation des nouveaux leaders et dans la stratégie du réseau.

7. CONCLUSION

Bien qu'il n'ait pas encore d'existence juridique formelle, AGCS PLUS a démontré qu'un réseau pouvait devenir un acteur stratégique et influent à l'échelle régionale, en s'appuyant sur une dynamique de solidarité et un leadership communautaire solide.

Son évolution a été marquée par des tensions constantes entre la nécessité de se protéger dans un environnement hostile et la volonté d'émancipation communautaire et de changement des mentalités. Sa capacité d'adaptation témoigne d'une résilience remarquable et d'un engagement constant pour la santé, la défense des droits humains et le bien-être des HSH/MSG.

La transition d'une **gouvernance militante** et informelle vers une **gouvernance professionnalisée**, révèle à la fois des opportunités et des défis :

- D'un côté, cela ouvre la voie à un plaidoyer plus stratégique, à l'échelle régionale et internationale.
- De l'autre, il y a le risque d'un éloignement des communautés si la professionnalisation (trop de formalisme) se fait au détriment de l'ancre communautaire et de la participation inclusive des organisations membres.

Pour l'avenir, AGCS PLUS devra continuer à trouver le juste équilibre entre professionnalisme, ancrage communautaire et engagement militant. Cela implique notamment de :

- poursuivre les efforts de formalisation juridique et de renforcement des capacités stratégiques et du leadership communautaire ;
- consolider les acquis avant toute extension géographique ou linguistique ;
- valoriser davantage la mémoire collective, l'expertise et le leadership communautaire, ainsi que le plaidoyer.

Face à la montée des législations anti-LGBTQ+ et au rétrécissement de l'espace civique, **la gouvernance d'AGCS PLUS devient un enjeu stratégique majeur**. Dans ce contexte, la pérennité du réseau - forte de 18 ans d'histoire - **appelle un passage décisif vers la maturité institutionnelle** : professionnaliser davantage ses ressources humaines, sécuriser ses financements et continuer à porter la voix des communautés clés dans un environnement complexe et instable.

La capacité du réseau AGCS PLUS à échanger, à innover et à imaginer collectivement devrait pleinement être mise au service d'une gouvernance contrainte de se réinventer. Partagée, participative et inclusive, cette gouvernance devra être encore plus agile pour pouvoir s'adapter rapidement aux changements tout en restant fidèle à sa vision, à sa mission et à ses valeurs.

Références bibliographiques sur la gouvernance associative

- Bucolo, E., Eynaud, P., & Haeringer, J. (2014). La gouvernance des associations en pratiques. Le Mouvement associatif. https://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/ma_la_gouvernance_en_pratique-mep_1.pdf
- Coordination SUD. (2008). La gouvernance associative (pp. 29-52). https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/200_la_gouvernance_associative_pages_29-52.pdf
- Gougenheim, I. (2014). Gouvernance associative : positions et repères. La Tribune Fonda, n°224, décembre 2014.
- Jamaity. (s.d.). Guide des bonnes pratiques de gouvernance des associations.
- La Fonda, Le Mouvement associatif Rhône-Alpes, & Région Rhône-Alpes. (2015, septembre). Gouvernance et engagements associatifs : enjeux et leviers pour agir. <https://www.fonda.asso.fr>
- Le Mouvement associatif. (2016). La vie associative n°17 : Gouvernance associative. https://lemouvementassociatif.org/wp-content/uploads/2016/07/lva_17.pdf
- Laville, J.-L. (2012). Entretien. La Vie associative, n°17, mars 2012, p. 9.
- Mabanza, D. (2015). La gouvernance d'un organisme à but non lucratif est-elle susceptible de motiver des donateurs potentiels à le financer ? Étude de cas et recommandations : Fondation Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi) [Travail de Bachelor, Haute École de Gestion de Genève]. CORE. <https://core.ac.uk/download/pdf/43670882.pdf>
- Rey-Valette, H., Chia, E., Mathé, S., Michel, L., Nougarèdes, B., Soulard, C., Maurel, P., Jarrige, F., Barbe, E., & Guiheneuf, P.-Y. (2014). Comment analyser la gouvernance territoriale ? Mise à l'épreuve d'une grille de lecture. Géographie, économie, société, 16(1), 65-89. <https://doi.org/10.3166/ges.16.65-89>
- Zoukoua, E.-A. (2012). La gouvernance des associations : quels acteurs, quels mécanismes ?

Remerciement

Depuis 18 ans, AGCS PLUS avance grâce à votre soutien indéfectible

Partenaires et bailleurs, votre engagement a rendu possible chaque lutte, chaque victoire. Merci pour votre confiance, vos ressources et votre solidarité.

Ensemble, nous bâtissons un avenir plus juste, plus inclusif et porteur d'espoir pour les communautés que nous servons



Partenaires



Contributeurs ·rices :

Dr Aliou Sylla (ARCAD Santé PLUS, Mali), **Dr Anoma Camille** (Espace Confiance, Côte d'Ivoire), **Cissé Hamed Ismaël** (REVS PLUS, Burkina Faso), **Emmanuel Cook** (Coalition PLUS, ancien co-coordonnateur du réseau AGCS PLUS/AfricaGay), **Axel Akpaka** (BESYP, Bénin), **Franck Amani** (Coordonnateur AGCS PLUS), **Kevin Amba Evina** (Affirmative Action, Cameroun), **Avit Bertrand** (Ruban Rouge, Côte d'Ivoire), **Cheick Hamala Sidibé** (ARCAD Santé PLUS, Mali).

Ce processus de capitalisation a été accompagné par :

Cristina Iova, responsable du Pôle Capitalisation - Direction Communication et Collecte de Coalition PLUS

Supervision et validation :

Sawsen KHODJA, Directrice Communication & Collecte, Coalition PLUS

Africaine

Villa N°2466 Immeuble AF. 3e étage
appartements C et D, rue DD 116,
Sicap Dieupeul II, Dakar - Sénégal
E-mail : coalitionplusafrigue@coalitionplus.org

France

Tour essor - 14, rue Scandicci, 93508 Pantin Cedex
et
s/c SESSTIM SITE SANTÉ TIMONE
(QuanTIM - SanteRCom), Faculté de Médecine, 27
Bd Jean Moulin, 13385
Marseille Cedex 5

Belgique

Bd Emile Jacqmain 90, 1000 Bruxelles

Swisse

10 Rue de Chantepoulet, 1201 Genève

Email : coalitionplus@coalitionplus.org

<https://www.coalitionplus.org>

Cette fiche de capitalisation bénéficie du soutien de l'Agence française de développement. Les idées et opinions qui y sont présentées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

